

MEMORIAL

Journal Officiel
du Grand-Duché de
Luxembourg



MEMORIAL

Amtsblatt
des Großherzogtums
Luxemburg

RECUEIL DES SOCIÉTÉS ET ASSOCIATIONS

Le présent recueil contient les publications prévues par la loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales et par la loi modifiée du 21 avril 1928 sur les associations et les fondations sans but lucratif.

C — N° 783

24 mars 2012

SOMMAIRE

25 Capitol S.A.	37543	Immeurope S.A.	37544
Advantage, SICAV	37545	Innodis S.A., SPF	37571
Alternative Advisers S.A.	37583	Jomeline Strategies S.A.	37542
Anchorage Capital Luxembourg S.à r.l. ..	37574	Kleck 2 S.à r.l.	37583
Anchorage Capital Partners Luxembourg S.à r.l.	37574	Larrainvial Asset Management Sicav	37554
Anzio S.A.	37538	Lizo S.A.	37544
Arona Invest S.A.	37554	Managed Funds Portfolio	37545
Basil Finance S.A.	37548	Mellinckrodt 1	37549
Bermonze Investissement S.A.	37539	Merrill International Holdings S.à r.l.	37575
Bifica Real Estate Investment S.à r.l.	37581	Monsigny Development S.A.	37539
Bonvalot S.A.	37538	Nextam Partners	37544
Calgis Invest S.A.	37542	OnLive EMEA S.à r.l.	37583
Chanblue, Société Civile	37574	Orco Germany S.A.	37540
Clairvot S.A.	37539	Parsector S.A., SPF	37548
Cravesco S.A.	37543	RHG S.A.	37538
Cyclades Investments S.A., SPF	37571	Rockstone S.A.	37575
Cyriel Investissement S.A.	37540	Simla Trust S.A.	37547
Daventry Development S.A.	37541	Simonthal S.A.	37547
Delta Planet Investment S.à r.l.	37573	Société de Participations Financières Ma- ruh S.A.	37572
ECRO III S.à r.l.	37573	Soga Invest S.A.	37584
Enhanced Index Investing Sicav	37543	Southern Participations S.A., SPF	37572
Erdan Holding S.A.	37570	Systemberatung S.à r.l.	37583
FedEx Luxembourg S. à r.l.	37582	Totham S.A.	37570
Fondation Cavour	37549	Traveling S.A., SPF	37572
Fuandre S.A.	37570	UBP Multifunds	37548
Geram International Holding S.A.	37573	UBS Australian Bond Income	37572
Goya Airports S.à r.l.	37575	UBS Australian Bond Income	37571
Hamel S.A.	37542	West Fields Consolidated S.A., SPF	37571

RHG S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2535 Luxembourg, 16, boulevard Emmanuel Servais.

R.C.S. Luxembourg B 132.942.

Messieurs les actionnaires sont convoqués par le présent avis à

l'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

qui se tiendra le *16 avril 2012* à 10.00 heures au siège social avec l'ordre du jour suivant:*Ordre du jour:*

1. lecture du rapport de gestion du Conseil d'Administration et du rapport du Commissaire aux Comptes portant sur l'exercice se clôturant au 31 décembre 2011;
2. approbation des comptes annuels au 31 décembre 2011;
3. affectation des résultats au 31 décembre 2011;
4. vote spécial conformément à l'article 100, de la loi modifiée du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales;
5. décharge aux Administrateurs et au Commissaire aux Comptes;
6. nomination des Administrateurs et du Commissaire aux Comptes;
7. divers.

Le Conseil d'Administration.

Référence de publication: 2012028386/10/19.

Bonvalot S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2535 Luxembourg, 16, boulevard Emmanuel Servais.

R.C.S. Luxembourg B 143.312.

Messieurs les actionnaires sont convoqués par le présent avis à

l'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

qui se tiendra le *16 avril 2012* à 11.00 heures au siège social avec l'ordre du jour suivant:*Ordre du jour:*

1. lecture du rapport de gestion du Conseil d'Administration et du rapport du Commissaire aux Comptes portant sur l'exercice se clôturant au 31 décembre 2011;
2. approbation des comptes annuels au 31 décembre 2011;
3. affectation des résultats au 31 décembre 2011;
4. vote spécial conformément à l'article 100, de la loi modifiée du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales;
5. décharge aux Administrateurs et au Commissaire aux Comptes;
6. divers.

Le Conseil d'Administration.

Référence de publication: 2012028391/10/18.

Anzio S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1744 Luxembourg, 9, rue de Saint Hubert.

R.C.S. Luxembourg B 81.630.

Les actionnaires sont convoqués en

ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

le *10 avril 2012* à 11.00 heures, au siège de la société à L-1744 Luxembourg, 9, rue de Saint Hubert, à l'effet de délibérer sur l'ordre du jour suivant:*Ordre du jour:*

1. Lecture du rapport de gestion et du rapport du commissaire aux comptes relatifs à l'exercice clôturant au 31/12/2011, présentation des comptes annuels arrêtés au 31/12/2011.
Approbation des comptes annuels de l'exercice clôturant au 31/12/2011.
2. Affectation du résultat de l'exercice clôturant au 31/12/2011.
3. Décharge à donner aux administrateurs et au commissaire aux comptes pour l'exercice clôturant au 31/12/2011.
4. Renouvellement des mandats des administrateurs.
5. Renouvellement du mandat du commissaire aux comptes.
6. Divers.

Tout actionnaire a le droit d'assister personnellement à cette assemblée ou de s'y faire représenter par une personne de son choix.

Pour avis

Le Conseil d'Administration

Référence de publication: 2012030669/9323/23.

Monsigny Development S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2535 Luxembourg, 16, boulevard Emmanuel Servais.
R.C.S. Luxembourg B 143.364.

Messieurs les actionnaires sont convoqués par le présent avis à

l'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

qui se tiendra le *16 avril 2012* à 14.00 heures au siège social avec l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. lecture du rapport de gestion du Conseil d'Administration et du rapport du Commissaire aux Comptes portant sur l'exercice se clôturant au 31 décembre 2011;
2. approbation des comptes annuels au 31 décembre 2011;
3. affectation des résultats au 31 décembre 2011;
4. vote spécial conformément à l'article 100, de la loi modifiée du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales;
5. décharge aux Administrateurs et au Commissaire aux Comptes;
6. divers.

Le Conseil d'Administration.

Référence de publication: 2012028392/10/18.

Clairvot S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2535 Luxembourg, 16, boulevard Emmanuel Servais.
R.C.S. Luxembourg B 143.912.

Messieurs les actionnaires sont convoqués par le présent avis à

l'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

qui se tiendra le *16 avril 2012* à 15.00 heures au siège social avec l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. lecture du rapport de gestion du Conseil d'Administration et du rapport du Commissaire aux Comptes portant sur l'exercice se clôturant au 31 décembre 2011;
2. approbation des comptes annuels au 31 décembre 2011;
3. affectation des résultats au 31 décembre 2011;
4. vote spécial conformément à l'article 100, de la loi modifiée du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales;
5. ratification de la cooptation d'un administrateur et décharge accordée à l'administrateur démissionnaire;
6. décharge aux Administrateurs et au Commissaire aux Comptes;
7. divers.

Le Conseil d'Administration.

Référence de publication: 2012028393/10/19.

Bermonze Investissement S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2535 Luxembourg, 16, boulevard Emmanuel Servais.
R.C.S. Luxembourg B 143.907.

Messieurs les actionnaires sont convoqués par le présent avis à

l'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

qui se tiendra le *16 avril 2012* à 15.30 heures au siège social avec l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. lecture du rapport de gestion du Conseil d'Administration et du rapport du Commissaire aux Comptes portant sur l'exercice se clôturant au 31 décembre 2011;
2. approbation des comptes annuels au 31 décembre 2011;
3. affectation des résultats au 31 décembre 2011;

4. vote spécial conformément à l'article 100, de la loi modifiée du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales;
5. décharge aux Administrateurs et au Commissaire aux Comptes;
6. divers.

Le Conseil d'Administration.

Référence de publication: 2012028394/10/18.

Cyriel Investissement S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2535 Luxembourg, 16, boulevard Emmanuel Servais.

R.C.S. Luxembourg B 143.910.

Messieurs les actionnaires sont convoqués par le présent avis à

l'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

qui se tiendra le *16 avril 2012* à 14.00 heures au siège social avec l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. lecture du rapport de gestion du Conseil d'Administration et du rapport du Commissaire aux Comptes portant sur l'exercice se clôturant au 31 décembre 2011;
2. approbation des comptes annuels au 31 décembre 2011;
3. affectation des résultats au 31 décembre 2011;
4. vote spécial conformément à l'article 100, de la loi modifiée du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales;
5. décharge aux Administrateurs et au Commissaire aux Comptes;
6. divers.

Le Conseil d'Administration.

Référence de publication: 2012030674/10/18.

Orco Germany S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2661 Luxembourg, 42, rue de la Vallée.

R.C.S. Luxembourg B 102.254.

You are invited to attend the

ANNUAL GENERAL MEETING

of the shareholders of the Company (hereinafter the "General Meeting") to be held at the registered office of the Company at 42, rue de la Vallée, L-2661 Luxembourg on *20 April 2012* at 15:00 CET to discuss and to vote on the agenda indicated below.

Agenda:

1. Presentation of information on the ongoing debt restructuring and financial position of the Company.
2. Decision to postpone the Annual General Meeting.

Disclosure notification threshold:

Subject to compliance with the threshold notification obligations of the Luxembourg law of 11 January 2008 on the transparency requirements in relation to information about issuers whose securities are admitted to trading on a regulated market and by article 14 of the Company's articles of incorporation, there is no limit to the maximum number of votes that may be exercised by the same person, whether in his/her own name or as proxy. Shareholders who do not inform the Company in compliance with the above mentioned regulation and statutory rules will not be able to use their voting right on the General Meeting.

ATTENDANCE TO THE GENERAL MEETING

Right to add new items on the agenda: One or more shareholders representing at least five per cent of the share capital has the right to (i) put one or more items on the agenda of the General Meeting and (ii) table draft resolutions for items included or to be included on the agenda of the General Meeting.

Such requests must:

- be in writing and sent to the Company by post (at the following address: Orco Germany S.A., 42, rue de la Vallée, L-2661 Luxembourg) or electronic means (at the following email address: generalmeetings@orcogermany.de) and be accompanied by a justification or draft resolution to be adopted in the General Meeting;
- include the postal or electronic address at which the Company may acknowledge receipt of the requests;
- be received by the Company at least twenty two (22) days before the date of the General Meeting.

The Company shall acknowledge receipt of requests referred to above within (forty-eight) 48 hours from receipt. The Company shall prepare a revised agenda including such additional items on or before the fifteenth (15th) day before the date of the General Meeting.

Record Date: 6 April 2012 (i.e. the day falling fourteen (14) days before the date of the General Meeting). Please note that only persons who are shareholders at the Record Date shall have the right to participate and vote in the General Meeting. The shareholder must provide the Company with a confirmation that she / he held Company shares at the latest at midnight (00:00) on the Record Date and wish to participate to the General Meeting (the "Confirmation"). Such Confirmation must be in writing and sent to the Company by post (at the following address: Orco Germany S.A., 42, rue de la Vallée, L-2661 Luxembourg) or electronic means (at the following email address: generalmeetings@orcogermany.de).

In addition, shareholders wishing to attend the General Meeting must send an Attendance and Proxy form together with the relevant Proof of Shareholding so that it's received by the Company at the latest by noon (12:00 noon) on 16 April 2012, to:

Orco Germany S.A.
42, rue de la Vallée
L-2661 Luxembourg
Tel.: +352 26 47 67 1;
Fax.: +352 26 47 67 67;
email: generalmeetings@orcogermany.de

Attendance and Proxy form: the form is available on the Company's website at www.orcogermany.de and is to be duly completed and signed by shareholders wishing to attend or to be represented at the General Meeting.

Proof of Shareholding: This document (to be received with the Attendance and Proxy form by the Company by noon on 16 April 2012) must indicate the shareholder's name, the number of Company shares held at midnight (00:00) on the Record Date. The Proof of Shareholding shall be issued by the bank, the professional securities' depository or the financial institution where the shares are on deposit.

Documentation and information: The following documents and information are available for the shareholders on our website: www.orcogermany.de and, in particular, in the "Shareholders Corner":

- the present convening notice;
- the total number of shares and the voting rights in the Company as at the date of this convening notice;
- the draft resolutions of the General Meeting, as well as a comment from a member of the board of directors on each item on the proposed agenda of the General Meeting. Any draft resolution(s) submitted by shareholder(s) shall be added to the website as soon as possible after the Company has received them; and
- the Attendance and Proxy form.

The above documents may also be obtained by shareholders upon written request sent to the following postal address: Orco Property Group, 42, rue de la Vallée, L-2661 Luxembourg.

For further information, visit our website: www.orcogermany.de and, in particular, the "Shareholders Corner".

If you need further assistance or information, please contact: Orco Germany S.A., 42, rue de la Vallée, L-2661 Luxembourg, Tel: + 352 26 47 67 1; Fax: + 352 26 47 67 67; email: generalmeetings@orcogermany.de

The Board of Directors of the Company.

Référence de publication: 2012035233/70.

Daverity Development S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2535 Luxembourg, 16, boulevard Emmanuel Servais.
R.C.S. Luxembourg B 143.909.

Messieurs les actionnaires sont convoqués par le présent avis à

l'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

qui se tiendra le *16 avril 2012* à 16.00 heures au siège social avec l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. lecture du rapport de gestion du Conseil d'Administration et du rapport du Commissaire aux Comptes portant sur l'exercice se clôturant au 31 décembre 2011;
2. approbation des comptes annuels au 31 décembre 2011;
3. affectation des résultats au 31 décembre 2011;
4. vote spécial conformément à l'article 100, de la loi modifiée du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales;
5. ratification de la cooptation d'un administrateur et décharge accordée à l'administrateur démissionnaire;
6. décharge aux Administrateurs et au Commissaire aux Comptes;
7. divers.

Le Conseil d'Administration.

Référence de publication: 2012030675/10/19.

Jomeline Strategies S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2535 Luxembourg, 16, boulevard Emmanuel Servais.

R.C.S. Luxembourg B 143.320.

Messieurs les actionnaires sont convoqués par le présent avis à

L'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

qui se tiendra le *16 avril 2012* à 11.30 heures au siège social avec l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. lecture du rapport de gestion du Conseil d'Administration et du rapport du Commissaire aux Comptes portant sur l'exercice se clôturant au 31 décembre 2011;
2. approbation des comptes annuels au 31 décembre 2011;
3. affectation des résultats au 31 décembre 2011;
4. vote spécial conformément à l'article 100, de la loi modifiée du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales;
5. décharge aux Administrateurs et au Commissaire aux Comptes;
6. divers.

Le Conseil d'Administration.

Référence de publication: 2012030676/10/18.

Hamel S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2535 Luxembourg, 16, boulevard Emmanuel Servais.

R.C.S. Luxembourg B 38.838.

Messieurs les actionnaires sont convoqués par le présent avis à

L'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

qui se tiendra le *18 avril 2012* à 14.00 heures au siège social avec l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. lecture du rapport de gestion du Conseil d'Administration et du rapport du Commissaire aux Comptes portant sur l'exercice se clôturant au 31 décembre 2011;
2. approbation des comptes annuels au 31 décembre 2011;
3. affectation des résultats au 31 décembre 2011;
4. vote spécial conformément à l'article 100, de la loi modifiée du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales;
5. décharge aux Administrateurs et au Commissaire aux Comptes;
6. nomination des Administrateurs et du Commissaire aux Comptes;
7. divers.

Le Conseil d'Administration.

Référence de publication: 2012030677/10/19.

Calgis Invest S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1471 Luxembourg, 412F, route d'Esch.

R.C.S. Luxembourg B 85.839.

Messrs Shareholders are hereby convened to attend the

ANNUAL GENERAL MEETING

which will be held on *April 12, 2012* at 10.00 a.m. at the registered office, with the following agenda:

Agenda:

1. Submission of the management report of the Board of Directors and the report of the Statutory Auditor
2. Approval of the annual accounts and allocation of the results as at December 31, 2011
3. Discharge of the Directors and Statutory Auditor
4. Miscellaneous.

The Board of Directors.

Référence de publication: 2012035346/795/15.

25 Capitol S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1855 Luxembourg, 44, avenue J.F. Kennedy.
R.C.S. Luxembourg B 162.121.

Mesdames et Messieurs les actionnaires sont priés d'assister à
l'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE
qui se tiendra le mercredi 18 avril 2012 à 14.00 heures au siège social avec pour

Ordre du jour:

- Lecture du rapport de gestion du Conseil d'Administration et du rapport du Commissaire aux Comptes,
- Approbation des comptes annuels au 31 décembre 2011 et affectation des résultats,
- Quitus à donner aux Administrateurs et au Commissaire aux Comptes,
- Décision à prendre quant à la poursuite de l'activité de la société,
- Nominations statutaires,
- Fixation des émoluments du Commissaire aux Comptes,
- Paiement d'un émolument à Madame Roberta Picchi, Administrateur.

Pour assister ou être représentés à cette Assemblée, Mesdames et Messieurs les actionnaires sont priés de déposer leurs titres cinq jours francs avant l'Assemblée au siège social.

Le Conseil d'Administration.

Référence de publication: 2012035326/755/20.

Cravesco S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1471 Luxembourg, 412F, route d'Esch.
R.C.S. Luxembourg B 106.850.

Les actionnaires sont convoqués par le présent avis à
l'ASSEMBLEE GENERALE STATUTAIRE
qui aura lieu le 13 avril 2012 à 16:30 heures au siège social, avec l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. Rapport de gestion du Conseil d'Administration et rapport du Commissaire aux comptes
2. Approbation des comptes annuels et affectation des résultats au 31 décembre 2011
3. Décharge aux Administrateurs et au Commissaire aux comptes
4. Divers

Le Conseil d'Administration.

Référence de publication: 2012035580/795/15.

Enhanced Index Investing Sicav, Société d'Investissement à Capital Variable.

Siège social: L-1930 Luxembourg, 1, place de Metz.
R.C.S. Luxembourg B 121.903.

Mesdames, Messieurs les actionnaires sont priés d'assister à
l'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE
qui sera tenue dans les locaux de la Banque et Caisse d'Epargne de l'Etat, Luxembourg à Luxembourg, 1, rue Zithe, le 11 avril 2012 à 14.00 heures et qui aura l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. Recevoir le rapport du Conseil d'Administration et le rapport du réviseur d'entreprises pour l'exercice clos au 31 décembre 2011.
2. Recevoir et adopter les comptes annuels arrêtés au 31 décembre 2011; affectation des résultats.
3. Donner quitus aux Administrateurs.
4. Nominations statutaires.
5. Nomination du réviseur d'entreprises.
6. Divers.

Tout actionnaire au porteur désirant être présent ou représenté à l'Assemblée Générale Ordinaire devra en aviser la société et déposer ses actions au moins cinq jours francs avant l'Assemblée auprès d'un des agents payeurs.

Les actionnaires nominatifs inscrits au Registre des actionnaires à la date de l'Assemblée seront autorisés à voter ou à donner procuration en vue du vote. S'il désirent être présents à l'Assemblée Générale Ordinaire, ils doivent en informer la Société au moins cinq jours francs avant.

Référence de publication: 2012035623/755/23.

Immeurope S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1746 Luxembourg, 1, rue Joseph Hackin.
R.C.S. Luxembourg B 41.027.

Mesdames et Messieurs les actionnaires sont priés d'assister à

L'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

qui se tiendra le jeudi 12 avril 2012 à 15.00 heures au siège social avec pour

Ordre du jour:

- Lecture du rapport de gestion du Conseil d'Administration et du rapport du Commissaire aux Comptes
- Approbation des comptes annuels au 30 juin 2011 et affectation des résultats,
- Décision à prendre quant à la poursuite éventuelle de l'activité de la société conformément à l'article 100 de la loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales.
- Quitus à donner aux Administrateurs et au Commissaire aux Comptes,
- Nominations statutaires,
- Fixation des émoluments du Commissaire aux Comptes,

Pour assister ou être représentés à cette Assemblée, Mesdames et Messieurs les actionnaires sont priés de déposer leurs titres cinq jours francs avant l'Assemblée au siège social.

Le Conseil d'Administration.

Référence de publication: 2012035674/755/20.

Lizo S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1946 Luxembourg, 26, rue Louvigny.
R.C.S. Luxembourg B 105.643.

Les actionnaires sont convoqués par le présent avis à

L'ASSEMBLEE GENERALE STATUTAIRE

qui aura lieu le 12 avril 2012 à 17:00 heures au siège social, avec l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. Rapport de gestion du Conseil d'Administration et rapport du Commissaire aux Comptes
2. Approbation des comptes annuels et affectation des résultats au 31 décembre 2011
3. Ratification de la cooptation d'un Administrateur
4. Décharge aux Administrateurs et au Commissaire aux Comptes
5. Acceptation de la démission d'un Administrateur et nomination de son remplaçant
6. Décharge spéciale à l'Administrateur démissionnaire pour l'exercice de son mandat jusqu'à la date de sa démission
7. Divers

Le Conseil d'Administration.

Référence de publication: 2012035704/795/18.

Nextam Partners, Société d'Investissement à Capital Variable.

Siège social: L-1840 Luxembourg, 6, boulevard Joseph II.
R.C.S. Luxembourg B 126.927.

Notice is hereby given to the shareholders of Nextam Partners SICAV (the "Company"), that the

ANNUAL GENERAL MEETING

shall be held at the Registered Office of the Company on April 3rd 2012 at 11:00 CET (the "Meeting"), with the following agenda:

Agenda:

1. Approval of both Board of Directors and Auditor Report for the fiscal year ended December 31st, 2011.
2. Approval of the Financial Statements for the fiscal year ended December 31st, 2011.

3. Allocation of net results.
4. Discharge to the Directors and to the Auditor in respect of the carrying out of their duties during the financial year ended 31 December 2011.
5. Statutory appointments.
6. Miscellaneous.

The resolutions on the agenda may be passed without quorum, by a majority of the votes cast thereon at the Meeting. Each share is entitled to one vote. A shareholder may act at any Meeting by proxy. Proxy forms can be obtained from the Registered Office of the Company.

In order to vote at the Meeting, shareholders may be present in person provided that the Company has been informed, for organisational reasons, in writing of his intention to attend the Meeting by March 30th 2012 at the latest. Shareholders not attending the Meeting in person are invited to send a duly completed and signed proxy form to arrive no later than March 30th 2012.

By order of the Board of Directors.

Référence de publication: 2012035781/755/26.

Managed Funds Portfolio, Société d'Investissement à Capital Variable.

Siège social: L-2350 Luxembourg, 3, rue Jean Piret.
R.C.S. Luxembourg B 81.144.

Les actionnaires sont invités à assister à

l'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

qui se tiendra dans les locaux de ING Investment Management Luxembourg au 3, rue Jean Piret à L-2350 Luxembourg, le 12 avril 2012 à 10 H 00 pour délibérer sur l'ordre du jour suivant

Ordre du jour:

1. Rapports du Conseil d'Administration et du Réviseur d'Entreprises.
2. Approbation des comptes au 31 décembre 2011.
3. Affectation des résultats.
4. Décharge aux Administrateurs.
5. Nominations statutaires.
6. Divers.

Les actionnaires en nom seront admis sur justification de leur identité, à la condition d'avoir, cinq jours francs au moins avant la réunion, fait connaître au Conseil d'Administration leur intention de prendre part à l'Assemblée.

Le Conseil d'Administration.

Référence de publication: 2012035729/755/20.

Advantage, SICAV, Société d'Investissement à Capital Variable.

Siège social: L-1122 Luxembourg, 2, rue d'Alsace.
R.C.S. Luxembourg B 53.801.

Shareholders are invited to attend the

ANNUAL GENERAL MEETING & EXTRAORDINARY GENERAL MEETING

of shareholders which will be held at the registered office of the Company in Luxembourg on Tuesday April 3rd, 2012 at 2.00 p.m. local time.

For purpose of considering the following:

You are hereby informed that the board of directors of the Company (the "Board of Directors") proposed a number of amendments/updates to the prospectus of the Company (the "Prospectus") as well as the articles of incorporation of the Company (the "Articles"), as detailed below. Copy of the revised Prospectus and the revised Articles may be obtained free of charge during normal office hours at the registered office of the Company.

As you may know, on 17 December 2010, Luxembourg transposed the amended UCITS Directive (the "2010 Law") which introduced certain changes to rules governing collective investment funds. Accordingly, in order for the Company to fully benefit from the possibilities offered by the 2010, the Board of Directors has recently adopted a number of changes to the Company's Prospectus dated 15 January 2012.

The most important changes made to the Prospectus are as follows:

- Including a specific wording on the rights of shareholders;
- Mr Ivancevich has been replaced by Mr. Trombetta as conducting person;
- Adding the possibility of cross-investments;

- Adding the possibility of master-feeders structures and specific provisions with that regard in the suspension of net asset value provisions and the fee structure;
- The Net Asset Value is now calculated on any bank business day in Luxembourg. The fees of the administrative agent have been modified in consequence;
- Amending the provisions on the mergers of the Company and the sub-funds thereof;
- With regard to each of the sub-funds of the Company, clarification on the specific risk that are relevant for such sub-funds;
- The fact that the sub-fund Total Return could invest into equity has been clarified; and
- The possibility for the Absolute Return Global sub-fund to invest in other UCI or UCITS has been limited to 10% of its net assets.
- The benchmark for the payment of the performance fee with respect to the Absolute Return Global sub-fund has been changed from Eonia+1% to Eonia. This change will be effective one calendar month from the date of this notice; however any investor who does not agree with such changes may redeem their shares without charge.

In that context, for the purpose of implementing the provisions of the new legal framework in the Articles and to reflect some of the changes to the Prospectus (as described above), the Board of Directors hereby invites you to attend an extraordinary general meeting and at an annual general meeting of shareholders of the Company, which will be held before a Luxembourg public notary, on 3 April 2012 at 14:00 (Luxembourg time) for the annual general meeting and on 3 April 2012 at 14:30 for the extraordinary general meeting, at the registered office of the Company, 2, Rue d'Alsace, L-1017 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, with the following agenda:

Agenda:

Extraordinary General Meeting Items:

- I. Further to the entry into force of the law of 17 December 2010 on undertakings for collective investment (the "2010 Law"), which replaces the law of 20 December 2002 on undertakings for collective investment (the "2002 Law"), amendment and update of the articles of incorporation of the Company (the "Articles"), as follows:
 - a) Replacement of all references to the 2002 Law and to Council directive 85/611/EEC on the coordination of laws, regulations and administrative provisions relating to undertakings for collective investment in transferable securities by references to the 2010 Law and to the directive 2009/65/EC of the European Parliament and of the Council of 13 July 2009 on the coordination of laws, regulations and administrative provisions relating to undertakings for collective investment in transferable securities respectively.
 - b) Add paragraphs to Article 12 'Powers' of the Articles to provide the possibility for the Company to establish master-feeder structures, and make cross-investments between sub-funds of the Company, under the conditions set out in the revised prospectus of the Company.
 - c) Restatement of paragraph 3 of Article 18 'Net Asset Value' of the Articles to include a provision that, in addition to the currently permissible instances whereby the Company may suspend the net asset value, the Company may suspend temporarily the determination of the net asset value in a relevant class of shares of the Company and the issue, redemption and conversion of the shares of the said class following the suspension of the calculation of the net asset value per shares/units, the issue, redemption and conversion of shares/units at the level of a master fund (within the meaning of the 2010 Law) in which a sub-fund of the Company invests in its quality as feeder fund (within the meaning of the 2010 Law) of such master fund.
 - d) Amendment to the 4th indent of paragraph 2 of Article 20 "Expenses" to add after the reference to the simplified prospectuses a reference to the key investor information documents.
 - e) Amend Article 24 'Liquidation of the Company or of a Sub-Fund" of the Articles in order to delete the 4th and 5th of the said Article.
 - f) Inclusion of a new Article 25 'Merger of the Company or Sub-Funds' in the Articles in order to reflect the provisions of the 2010 Law regarding mergers.
 - g) As a consequence of item I.f. above, renumbering of Articles 25 'Amendment' and 26 'Applicable Law' of the Articles.

Annual General Meeting Items:

1. Reading and approval of the report of the Board of Directors (Management Report) to the Annual Shareholders Meeting;
2. Reading of the statutory audit report of the Authorised Independent Auditor as at 31 December 2011;
3. Approval of the annual accounts and allocation of the result as at 31 December 2011;
4. Discharge to be granted to the members of the Board of Directors for carrying out their duties for the financial year ended 31 December 2011;
5. Re-appointment of the Directors for the ensuing year;
Messrs Francesco CONFUORTI, Chairman
Giuseppe CONFUORTI
Silvestro MARISCALCO INTURRETTA

6. Allocation of Directors' profit quota;
7. Re-election of the Authorised Independent Auditor, Deloitte S.A., for a new period of one year.

ORGANISATION OF THE MEETING

Extraordinary General Meeting

The draft revised Articles are available for inspection at the registered office of the Company.

The quorum required to deliberate and vote on the Agenda is at least fifty per cent of the shares issued by the Company and each resolution of the Agenda must be passed by the affirmative vote of at least two thirds of the votes validly cast at the meeting.

The quorum and the majority at this extraordinary general meeting will be determined according to the shares issued by the Company and outstanding at midnight (Luxembourg time) on the fifth day prior to the general meeting (the "Record Date"). The rights of a shareholder to attend and vote at the extraordinary general meeting are determined in accordance with the shares held by such shareholder at the Record Date.

If the quorum is not reached at this extraordinary general meeting of shareholders, a second general meeting of shareholders will be convened with the same agenda, in the manner prescribed by the Articles, by means of a notice sent to the shareholders at least 15 days before the second general meeting of shareholders.

The second general meeting of shareholders can validly deliberate whatever the proportion of the represented capital may be.

Annual General Meeting

The resolution shall be carried by a majority of those present or represented.

Common provisions

If you do not expect to attend the meeting in person, please sign and date the enclosed proxy form and return it as soon as possible by fax to the following number: +352 48 65 61 84 44 and subsequently by airmail to the registered office of the Company at the address indicated above.

In order to be valid for this meeting, proxies should arrive at the registered office of the Company by the close of business on 30 March 2012.

For the Board of Directors.

Référence de publication: 2012032114/755/107.

Simla Trust S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1471 Luxembourg, 412F, route d'Esch.
R.C.S. Luxembourg B 45.474.

Les actionnaires sont convoqués par le présent avis à

l'ASSEMBLEE GENERALE STATUTAIRE

qui aura lieu le *13 avril 2012* à 14:30 heures au siège social, avec l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. Rapport de gestion du Conseil d'Administration et rapport du Commissaire aux Comptes
2. Approbation des comptes annuels et affectation des résultats au 31 décembre 2011
3. Ratification de la cooptation d'un administrateur
4. Décharge aux Administrateurs et au Commissaire aux Comptes
5. Divers

Le Conseil d'Administration.

Référence de publication: 2012035802/795/16.

Simonthal S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1413 Luxembourg, 3, place Dargent.
R.C.S. Luxembourg B 91.691.

Les Actionnaires sont convoqués par le présent avis à

l'ASSEMBLEE GENERALE STATUTAIRE

qui aura lieu le *02 avril 2012* à 11:00 heures au siège social à Luxembourg, avec l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. Rapport de gestion du Conseil d'Administration et rapport du Commissaire
2. Approbation des comptes annuels et affectation des résultats aux 31 décembre 2010 et 2011

3. Ratification de la cooptation d'un Administrateur
4. Décharge aux Administrateurs et au Commissaire
5. Divers

Le Conseil d'Administration.

Référence de publication: 2012029595/696/16.

Parsector S.A., SPF, Société Anonyme - Société de Gestion de Patrimoine Familial.

Siège social: L-1746 Luxembourg, 1, rue Joseph Hackin.

R.C.S. Luxembourg B 35.661.

Mesdames et Messieurs les actionnaires sont priés d'assister à

L'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

qui se tiendra le jeudi 5 avril 2012 à 10.00 heures au siège social avec pour

Ordre du jour:

Lecture du rapport de gestion du Conseil d'Administration et du rapport du Commissaire aux Comptes,
Approbation des comptes annuels au 31 décembre 2011 et affectation des résultats,
Quitus à donner aux Administrateurs et au Commissaire aux Comptes,
Nominations statutaires,
Fixation des émoluments du Commissaire aux Comptes.

Pour assister ou être représentés à cette assemblée, Mesdames et Messieurs les actionnaires sont priés de déposer leurs titres cinq jours francs avant l'Assemblée au siège social.

Le Conseil d'Administration.

Référence de publication: 2012032115/755/18.

Basil Finance S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1471 Luxembourg, 412F, route d'Esch.

R.C.S. Luxembourg B 106.939.

Les actionnaires sont convoqués par le présent avis à

L'ASSEMBLEE GENERALE STATUTAIRE

qui aura lieu le 2 avril 2012 à 10.00 heures au siège social, avec l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. Rapport de gestion du Conseil d'Administration et rapport du Commissaire aux comptes
2. Approbation des comptes annuels et affectation des résultats au 31 décembre 2011
3. Décharge aux Administrateurs et au Commissaire aux comptes
4. Divers

Le Conseil d'Administration.

Référence de publication: 2012032120/795/15.

UBP Multifunds, Société d'Investissement à Capital Variable.

Siège social: L-2449 Luxembourg, 18, boulevard Royal.

R.C.S. Luxembourg B 86.602.

Shareholders are invited to attend the

ANNUAL GENERAL MEETING

of shareholders which will be held at the registered office of the Company in Luxembourg on Wednesday April 4th, 2012 at 10.00 a.m. local time.

For purpose of considering the following agenda:

Agenda:

1. Reading and approval of the Board of Directors' Report.
2. Reading of the Statutory Auditors' Report.
3. Reading and approval of the annual accounts as at December 31st, 2011.
4. Allocation of result.
5. Discharge to be granted to the Directors for the exercise ended December 31st, 2011.

6. Statutory appointments.
7. Allocation of Directors' profit quota.
8. Miscellaneous.

The resolution shall be carried by a majority of those present or represented.

The shareholders on record at the date of the meeting are entitled to vote or give proxies. Proxies should arrive at the Registered Office of the Company or at the following address: UNION BANCAIRE PRIVEE (LUXEMBOURG) S.A. 18, boulevard Royal, L-2449 Luxembourg.

By order of the Board of Directors.

Référence de publication: 2012032116/755/25.

Mellinckrodt 1, Société d'Investissement à Capital Variable.

Siège social: L-5365 Munsbach, 1C, rue Gabriel Lippmann.
R.C.S. Luxembourg B 153.466.

Im Einklang mit Artikel 23 der Satzung der Investmentgesellschaft mit variablem Kapital (Société d'Investissement à capital variable) Mellinckrodt 1 findet die

JÄHRLICHE GENERALVERSAMMLUNG

der Aktionäre am 3. April 2012 um 11.00 Uhr am Sitz der Gesellschaft, 1C, rue Gabriel Lippmann, L-5365 Munsbach, Luxemburg, statt.

Tagesordnung:

1. Bericht des Verwaltungsrates und des Abschlussprüfers.
2. Genehmigung der vom Verwaltungsrat vorgelegten Bilanz sowie der Gewinn- und Verlustrechnung für das Geschäftsjahr zum 31. Dezember 2011.
3. Verwendung des Jahresergebnisses.
4. Entlastung der Verwaltungsratsmitglieder und des Abschlussprüfers.
5. Ernennung der Verwaltungsratsmitglieder bis zum Ablauf der ordentlichen Gesellschafterversammlung des Jahres 2013.
6. Ernennung des Abschlussprüfers bis zum Ablauf der ordentlichen Gesellschafterversammlung des Jahres 2013.
7. Verschiedenes.

Die Zulassung zur Gesellschafterversammlung setzt voraus, dass die entsprechenden Inhaberanteile vorgelegt werden oder die Anteile bis spätestens zum 28. März 2012 bei einer Bank gesperrt werden. Eine Bestätigung der Bank über die Sperrung der Anteile genügt als Nachweis über die erfolgte Sperrung.

Munsbach, im März 2012.

Der Verwaltungsrat .

Référence de publication: 2012032117/2501/25.

Fondation Cavour, Fondation.

Siège social: L-1930 Luxembourg, 12, avenue de la Liberté.
R.C.S. Luxembourg G 218.

STATUTS

L'AN DEUX MILLE DOUZE, LE SEPT FEVRIER.

Pardevant Maître Cosita DELVAUX, notaire de résidence à Redange-sur-Attert.

Ont comparu:

1. Monsieur Raffaele de Lutio, Ambassadeur extraordinaire et plénipotentiaire de la République d'Italie à Luxembourg (ci-après l'«Ambassadeur») de nationalité italienne, demeurant à Luxembourg au n.31 rue Goethe, L-1637;
2. Intesa Sanpaolo Holding International S.A. Luxembourg avec siège au 35, Boulevard du Prince Henri, Luxembourg L-1724, inscrite au Registre de Commerce de Sociétés de Luxembourg sous le numéro B44318 ici représentée par Monsieur Marco BUS, Administrateur, de nationalité italienne, demeurant à Luxembourg. La lettre d'engagement du 22 septembre 2011 signée ne varietur par le mandataire et par le notaire instrumentant, restera annexée au présent acte aux fins d'enregistrement.
3. UBI Banca International S.A, société anonyme avec siège à Luxembourg au n.37 A, Avenue J.F. Kennedy, Luxembourg L-2013, inscrite au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B61018, ici représentée par Monsieur Massimo AMATO, Administrateur délégué, de nationalité italienne, demeurant à Luxembourg en vertu d'une résolution prise par le Conseil d'Administration en date du 29/07/2011. L'extrait du procès-verbal de la réunion du 29/07/2011 signé ne varietur par le mandataire et par le notaire instrumentant, restera annexé au présent acte aux fins d'enregistrement.

4. Polcevera S.A., société anonyme avec siège à Luxembourg au n. 33, rue de Bragance à L-1255, inscrite au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B57595, ici représentée par Monsieur Fabio MORVILLI, Président, de nationalité italienne et luxembourgeoise, demeurant à Luxembourg. La lettre d'engagement du 21 juillet 2011 signée ne varietur par le mandataire et par le notaire instrumentant, restera annexée au présent acte aux fins d'enregistrement.

5. Banco Popolare Luxembourg S.A, société anonyme avec siège à Luxembourg au n.26, Boulevard Royal, Luxembourg L-2449, inscrite au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B47796, ici représentée par Monsieur Gianfranco BARP, Directeur Général de la Banque, de nationalité italienne, demeurant à Luxembourg, en vertu d'une résolution prise par le Conseil d'Administration en date du 22/06/2011. L'extrait du procès-verbal de la réunion du 22/06/2011 signé ne varietur par le mandataire et par le notaire instrumentant, restera annexé au présent acte aux fins d'enregistrement.

6. Banca Popolare dell'Emilia Romagna (Europe) international S.A, société anonyme avec siège à Luxembourg au n.30, Boulevard Royal, Luxembourg L-2012, inscrite au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B54033, ici représentée par Monsieur Enrico GORLA, Directeur Général de la Banque, de nationalité italienne, demeurant à Luxembourg. La lettre d'engagement du 25 juillet 2011 signée ne varietur par le mandataire et par le notaire instrumentant, restera annexée au présent acte aux fins d'enregistrement.

7. M. Antoine Calvisi, de nationalité italienne, Directeur de banque à la retraite, demeurant à Luxembourg au n. 15, rue de Ledenberg à L-5341 Moutfort. La lettre d'engagement du 21 juillet 2011 signée ne varietur par le mandataire et par le notaire instrumentant, restera annexée au présent acte aux fins d'enregistrement.

8. CREDEM International (Lux), société anonyme avec siège à Luxembourg au n.10-12, Avenue Pasteur, Luxembourg L-2310, inscrite au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B11546, ici représentée par Monsieur Lorenzo MODESTINI, Directeur Général, de nationalité italienne, demeurant à Luxembourg, en vertu d'une résolution prise par le Conseil d'Administration en date du 03/11/2011. L'extrait du procès-verbal de la réunion du 03/11/2011 signé ne varietur par le mandataire et par le notaire instrumentant, restera annexé au présent acte aux fins d'enregistrement.

9. Lussemburgo Gestioni S.A.- Management Company Luxembourgeoise du Gruppo Bancario Credito Valtellinese, avec siège au n.8, Avenue de la Liberté, Luxembourg L-1930, inscrite au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B148820 ici représentée par Monsieur Bruno Agostini, Administrateur, de nationalité italienne, demeurant à Luxembourg, en vertu d'une résolution prise par le Conseil d'Administration en date du 22/06/2011. L'extrait du procès-verbal de la réunion du 22/06/2011 signé ne varietur par le mandataire et par le notaire instrumentant, restera annexé au présent acte aux fins d'enregistrement.

10. UniCredit Luxembourg S.A. avec siège aux n.8-10, rue Jean Monnet à L-2180, Luxembourg, inscrit au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B9989, ici représentée par Monsieur Giovanni Giallombardo, Directeur Général, de nationalité italienne, demeurant professionnellement à Luxembourg, en vertu d'une résolution prise par l'Administrateur Délégué M. Angelo Brizi et le Directeur Général en date du 15.11.2011. La résolution signée ne varietur par le mandataire et par le notaire instrumentant, restera annexé au présent acte aux fins d'enregistrement.

Lesquelles personnes comparantes (ci-après, les "Fondateurs") déclarent qu'elles ont décidé de constituer par le présent acte une fondation (la "Fondation") sous le nom de Fondation Cavour, régie par la loi du 21 Avril 1928 sur les associations et les fondations sans but lucratif, telle que modifiée (la "Loi du 21 Avril 1928 ") et par ses statuts, qui sont établis comme suit (les «Statuts») et d'allouer à la Fondation les actifs désignés à l'article 6 des Statuts ci-dessous:

STATUTS

Chapitre I^{er} . Dénomination et Fondateurs

Art. 1^{er} . Dénomination. La Fondation prend la dénomination de FONDATION CAVOUR.

Art. 2. Siège. Le siège de la Fondation est établi à Luxembourg-ville, au n. 12 de l'Avenue de la Liberté, L-1930.

Il pourra être transféré dans toute autre localité du Grand-Duché de Luxembourg par décision du conseil d'administration prise conformément aux articles 10 et 16 des présents statuts.

Art. 3. Durée. La Fondation est constituée pour une durée illimitée.

Chapitre II. Objet et Moyens d'action

Art. 4. Objet. La Fondation a comme finalité de promouvoir les relations entre la République d'Italie et 3^e Grand-Duché de Luxembourg en soutenant l'Ambassade d'Italie au Luxembourg et l'Istituto Italiano di Cultura de Luxembourg dans leurs activités culturelles, sociales, artistiques, scientifiques, sportives, touristiques et dans le domaine de l'éducation.

Plus précisément elle a pour but:

- a) d'organiser des initiatives culturelles ou scientifiques;
- b) d'octroyer des soutiens financiers, prix, récompenses et autres subsides à des organisations publiques ou privées, des groupes d'individus ou des personnes individuelles;
- c) de promouvoir des études et recherches sur l'Italie et/ou le Luxembourg et leurs rapports bilatéraux;

d) d'améliorer les services aux Italiens habitant au Grand-Duché et aux Luxembourgeois ayant des intérêts en Italie. Cela peut passer par une collaboration avec les Autorités locales et italiennes, ainsi que tout organisme public ou privé.

Art. 5. Moyens d'action. En vue de réaliser son objet pour l'essentiel au Grand- Duché de Luxembourg, la Fondation peut notamment:

- a) développer des programmes d'actions propres;
- b) collaborer avec d'autres organismes, fondations, associations ou groupement à caractère non lucratif;
- c) contribuer aux dépenses ordinaires et extraordinaires des institutions représentatives et culturelles italiennes au Grand-Duché en fonction des exigences de la Fondation;
- d) agir par l'information et le conseil dans le cadre de ses activités définies à l'article 4;
- e) intervenir par toute autre manière conforme à son objet social.

Elle veillera dans l'accomplissement de son objet:

- a) à encourager les activités poursuivies par des organismes existants;
- b) à limiter dans le temps ses soutiens financiers à des projets spécifiques;
- c) à renouveler périodiquement ses programmes d'actions.

Chapitre III. Patrimoine et revenus

Art. 6. Patrimoine. La dotation initiale est de 62.000.- euros (soixante-deux mille Euros).

Au moment de sa constitution, la Fondation reçoit les apports suivants:

1. de la part de Intesa Sanpaolo Holding International S.A. la somme de 18.000 euros (dix-huit mille Euros);
2. de la part de UBI Banca International S.A la somme de 9.000 euros (neuf mille Euros);
3. de la part de Polcevera S.A. la somme de 5.000 euros (cinq mille Euros);
4. de la part de Banco Popolare Luxembourg S.A la somme de 5.000 euros (cinq mille Euros);
5. de la part de Banca Popolare dell'Emilia Romagna (Europe) International S.A la somme de 5.000 euros (cinq mille Euros);
6. de la part de M. Antoine Calvisi la somme de 5.000 euros (cinq mille Euros);
7. de la part CREDEM International (Lux) la somme de 5.000 euros (cinq mille Euros);
8. de la part de Lussemburgo Gestioni S.A. la somme de 5.000 euros (cinq mille Euros).
9. de la part de UniCredit Luxembourg S.A. la somme de 5.000 euros (cinq mille Euros).

La somme globale, ci-après «la Dotation», a été déposée sur un compte bancaire au Grand-Duché de Luxembourg, ouvert au nom de la Fondation. La Fondation pourra disposer de la Dotation en conformité avec ses statuts dès que l'arrêté grand-ducal d'approbation des présents Statuts aura été pris.

Art. 7. Revenues. Les revenus de la Fondation sont constitués par:

1. les revenus de son patrimoine;
2. les libéralités entre vifs ou testamentaires qu'elle pourra recevoir dans les conditions prévues par les articles 16 et 36 de la Loi du 21 Avril 1928 sur les associations et les fondations sans but lucratif;
3. les subsides et subventions;
4. les revenus générés par les activités de la Fondation.

L'énumération qui précède n'est pas limitative.

Chapitre IV. Administration

Art. 8. Conseil d'Administration.

1. La Fondation est administrée et représentée dans toutes les affaires judiciaires et extrajudiciaires par un Conseil d'Administration, ci-après désigné comme le «Conseil».

2. Le Conseil se composera de trois (3) administrateurs au moins. L'Ambassadeur en fonction de la République d'Italie auprès du Grand- Duché de Luxembourg (ci-après «l'Ambassadeur»), sera de plein droit membre du Conseil. En cas de vacance du poste d'Ambassadeur, le Chargé d'Affaires assumera ses fonctions. Quatre membres sont nommés par le Conseil sur proposition de l'Ambassadeur et quatre membres sont nommés par le Conseil sur proposition des Fondateurs. Les administrateurs ont un mandat de six (6) ans renouvelables.

3. Les membres du Conseil de la Fondation sont à tout moment révocables par le Conseil d'Administration à la majorité des tiers des votes des administrateurs présents ou représentés.

4. En dehors de la cessation de leurs mandats conformément aux dispositions du paragraphe précédent, un administrateur peut être révoqué uniquement par décision judiciaire conformément aux dispositions de l'article 40, alinéa 2, de la Loi du 21 Avril 1928.

5. La fonction d'administrateur est honorifique et ne donne droit à aucune rémunération.

Art. 9. Charges du Conseil. Le président du Conseil est l'Ambassadeur.

Le Conseil élit parmi ses membres un vice président et, sur la proposition du président, élit un secrétaire et un trésorier.

Le secrétaire est chargé de la correspondance et de la rédaction des procès-verbaux des séances du Conseil. Il peut ne faire pas parti du Conseil.

Le trésorier est chargé de la tenue des livres de comptabilité et il en rend compte au Conseil. A la fin de chaque exercice, le trésorier présente les comptes et le budget au Conseil qui les arrête conformément à l'article 15 des présents statuts.

Art. 10. Fonctionnement du Conseil. Le Conseil se réunit aussi souvent que les intérêts de la Fondation l'exigent, mais au moins tous les trois mois au lieu indiqué dans les avis de convocation, dont au moins une fois par an au siège de la Fondation. Les avis de convocation indiquent l'ordre du jour et sont signés par le président du Conseil ou, en son absence, par le vice-président.

Les réunions sont présidées par le président et, en cas d'absence ou d'empêchement du président par le vice-président ou l'administrateur le plus âgé.

Le Conseil ne peut délibérer valablement que si plus de la moitié des membres sont présents ou représentés. En cas d'urgence et de circonstances exceptionnelles, les administrateurs peuvent participer aux réunions par conférence téléphonique, vidéoconférence ou tout autre moyen de communication similaire ayant pour effet que tous les administrateurs participants puissent se comprendre mutuellement.

Les décisions sont prises à la majorité des membres présents ou représentés. En cas de partage de voix, la voix de celui qui préside est prépondérante. Par exception, les modifications des présents Statuts ou de l'objet de la Fondation seront soumises à la majorité et aux procédures et approbation visées à l'article 16 ci-dessous.

Les administrateurs absents peuvent donner par écrit mandat à un autre administrateur pour les représenter aux délibérations du Conseil et voter en leur lieu et place, sans qu'un membre du Conseil ne puisse représenter plus d'un seul de ses collègues. Les délibérations du Conseil sont actées dans des procès-verbaux signés par le président et le secrétaire. Les copies ou extraits de ces procès-verbaux sont certifiés conformes par le président ou deux administrateurs.

Chapitre V. Les pouvoirs du Conseil

Art. 11. Pouvoirs du Conseil. Le Conseil dispose des pouvoirs les plus étendus pour gérer les activités de la Fondation et pour effectuer tous actes de gestion et de disposition dans l'intérêt de la Fondation et en conformité avec son objet statutaire.

Art. 12. Engagement de la Fondation. La Fondation est engagée dans toutes les affaires judiciaires et extrajudiciaires par la signature conjointe du président (ou, en son absence du vice-président) et d'un administrateur, sans préjudice de délégations particulières décidées par le Conseil dans les conditions de l'article 13 des présents statuts.

Art. 13. Délégations et mandats. Le Conseil peut déléguer la gestion journalière de la Fondation à une ou plusieurs personnes, administrateurs ou non, nommées par lui. Les délégués ainsi nommés engageront la Fondation dans les conditions et limites de leurs pouvoirs.

Art. 14. Comités. Le Conseil peut instituer des comités composés d'administrateurs ou de tiers en vue de le conseiller dans la réalisation de ses activités.

Chapitre VI. Comptes annuels

Art. 15. Comptes annuels. Les activités de la Fondation font l'objet d'une comptabilité régulière.

Chaque année, le Conseil établit les comptes annuels de la Fondation pour l'année écoulée et un budget pour l'année courante. Les comptes sont soumis au contrôle d'un réviseur d'entreprise agréé auprès de l'Institut des réviseurs d'entreprises du Luxembourg.

L'année sociale de la Fondation commence au 1^{er} mars et se termine au dernier jour de février.

Conformément à l'article 34 de la Loi du 21 avril 1928, telle que modifiée, les administrateurs sont tenus de communiquer au Ministre de la Justice leurs comptes annuels et leur budget tous les ans dans les deux mois à compter de la clôture de l'exercice.

Les comptes annuels et le budget sont publiés dans le même délai au «Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations».

Chapitre VII. Modification des statuts

Art. 16. Modification des statuts. Les présents Statuts peuvent être modifiés avec une majorité des deux tiers des votes des administrateurs présents ou représentés. Chaque modification sera soumise aux procédures et approbation prescrites par l'article 32 de la Loi du 21 Avril 1928.

Chapitre VIII. Dissolution

Art. 17. Dissolution. Outre la dissolution judiciaire prévue à l'article 41 de la Loi du 21 Avril 1928, la Fondation peut être dissoute par une décision de son Conseil prise à la majorité des deux tiers de ses membres, ceux-ci pouvant se faire représenter dans les conditions prévues aux articles 10 et 16 des présents statuts. Cette décision désignera un ou plusieurs

liquidateurs et déterminera leurs pouvoirs, dans les limites légales. Elle n'entrera en vigueur qu'après avoir été approuvée par arrêté grand-ducal.

Art. 18. Liquidation du patrimoine de la Fondation. Au cas où la Fondation viendrait à être dissoute pour n'importe quelle cause, le patrimoine net sera affecté à l'Université du Luxembourg pour des activités liées à l'Italie, le soutien d'étudiants italiens ou étrangers résidant ici qui ont l'intention d'aller faire une période d'étude en Italie ou pour le financement d'un projet de recherche sur l'Italie

Chapitre IX. Dispositions transitoires

Art. 19. Premier Conseil d'administration. A la suite de la constitution de la Fondation sont désignés comme administrateurs pour un mandat de six (6) ans:

1. Monsieur Raffaele de Lutio, Ambassadeur, de nationalité italienne, demeurant à Luxembourg, Président du Conseil, demeurant professionnellement à Luxembourg au n. 31 rue Goethe, L-1637;

2. Monsieur Paolo Proietti, Ambassade d'Italie, de nationalité italienne, demeurant professionnellement à Luxembourg, au n. 5 rue Marie Adelaïde, L-2128 (sur proposition de l'Ambassadeur);

3. Monsieur Antoine Calvisi, Directeur de banque à la retraite, de nationalité italienne, demeurant à Moutfort, au n. 15 rue de Ledenberg, L-5341 (sur proposition de l'Ambassadeur);

4. Monsieur Fabio Morvilli, Président Polcevera S.A., de nationalité italienne et luxembourgeoise, demeurant professionnellement à Luxembourg, au n. 33 rue de Bragance, L-1255 (sur proposition de l'Ambassadeur);

5. Monsieur Marco Bus, Administrateur Intesa Sanpaolo Holding International S.A. de nationalité italienne, demeurant professionnellement à Luxembourg, au n. 35 Boulevard du Prince Henri, L- 1724 (sur proposition de l'Ambassadeur);

6. Monsieur Bruno Agostini, Administrateur Lussemburgo Gestioni S.A., Management Company Luxembourgeoise du Gruppo Bancario Credito Valtellinese; de nationalité italienne, demeurant professionnellement à Luxembourg, au n. 8 Avenue de la Liberté;

7. Monsieur Massimo Amato, Directeur UBI Banca International, de nationalité italienne, demeurant professionnellement à Luxembourg, au n. 37 A, Avenue J.F.Kennedy, L- 2013

8. Monsieur Enrico Gorla, Directeur Général Banca Popolare dell'Emilia Romagna (Europe) International S.A., de nationalité italienne, demeurant professionnellement à Luxembourg, au n. 30, Boulevard Royal, L-2012;

9. Monsieur Lorenzo Modestini, Directeur Général CREDEM International (Lux), de nationalité italienne, demeurant professionnellement à Luxembourg, au n. 10-12 Avenue Pasteur, L-2310.

Art. 20. Premier exercice des comptes annuels. Par dérogation à ce qui prévu à l'article 15, troisième alinéa, le premier exercice commencera le jour de l'arrêté grand-ducal d'approbation et se terminera le vingt huit février suivant. Le présent acte est soumis à l'approbation par arrêté grand-ducal conformément à la loi modifiée du 21 avril 1928 sur les associations et fondations sans but lucratif.

DONT ACTE, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête.

Et après lecture faite et interprétation donnée aux mandataires des comparants, ceux-ci ont signé avec le notaire le présent acte.

Signé: R. DE LUTIO, M. BUS, M. AMATO, F. MORVILLI, G. BARP, E. GORLA, A. CALVISI, L. MODESTINI, B. AGOSTINI, G. GIALLOMBARDO, C. DELVAUX.

Enregistré à Redange/Attert le 10 février 2012. Relation: RED/2012/231. Reçu soixante-quinze euros 75,00 €

Le Receveur (signé): T. KIRSCH.

Nous Henri,

Grand-Duc de Luxembourg

Duc de Nassau,

Vu la loi modifiée du 21 avril 1928 sur les associations et tes fondations sans but lucratif;

Vu la déclaration faite par les fondateurs plus amplement qualifiés dans l'acte reçu par Maître Cosita DELVAUX, notaire de résidence à Redange-sur-Attert, en date du 7 février 2012, en vue de créer une fondation;

Sur le rapport de Notre Ministre de la Justice et après délibération du Gouvernement en Conseil;

ARRETONS:

Art. 1^{er}. La création de la fondation dénommée «FONDATION CAVOUR», avec siège à Luxembourg, faisant l'objet de la déclaration reçue par acte de Maître Cosita DELVAUX, notaire de résidence à Redange-sur-Attert, en date du 7 février 2012, est approuvée.

Art. 2. Les statuts de la fondation précitée, arrêtés dans le même acte notarié, sont approuvés.

Art. 3. Les prescriptions des articles 27 à 43 de la loi modifiée du 21 avril 1928 sur les associations et les fondations sans but lucratif sont à observer.

Art. 4. Notre Ministre de la Justice est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Château de Berg, le 2 mars 2012.

(s.) Henri

Le Ministre de la Justice

(s.) François BILTGEN

Pour expédition conforme

Pour le Ministre de la Justice

Guy SCHLEDER

Administrateur général

POUR EXPÉDITION CONFORME, délivrée aux fins de dépôt au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg et aux fins de publication au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations.

Redange-sur-Attert, le 13 février 2012.

Me Cosita DELVAUX.

Référence de publication: 2012034350/251.

(120045555) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 21 mars 2012.

Arona Invest S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1471 Luxembourg, 412F, route d'Esch.

R.C.S. Luxembourg B 85.313.

Les actionnaires sont convoqués par le présent avis à

l'ASSEMBLEE GENERALE STATUTAIRE

qui aura lieu le 2 avril 2012 à 14.00 heures au siège social, avec l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. Rapport de gestion du Conseil d'Administration et rapport du Commissaire aux comptes
2. Approbation des comptes annuels et affectation des résultats au 31 décembre 2011
3. Décharge aux Administrateurs et au Commissaire aux comptes
4. Délibération et décision sur la dissolution éventuelle de la société conformément à l'article 100 de la loi modifiée du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales
5. Divers

Le Conseil d'Administration.

Référence de publication: 2012032119/795/17.

Larrainvial Asset Management Sicav, Société d'Investissement à Capital Variable.

Siège social: L-2449 Luxembourg, 14, boulevard Royal.

R.C.S. Luxembourg B 162.041.

IN THE YEAR TWO THOUSAND AND TWELVE, ON THE 12th OF MARCH.

Before Us Maître Cosita DELVAUX, notary residing in Redange-sur-Attert, Grand Duchy of Luxembourg,

was held an extraordinary general meeting of shareholders (the "Meeting") of LARRAINVIAL ASSET MANAGEMENT SICAV (hereafter referred to as the "Company"), a société d'investissement à capital variable having its registered office at 14, boulevard Royal in L-2449 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg (R.C.S. Luxembourg B162041), incorporated on the 29th June 2011 by a deed, published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations (the "Mémorial") number 1565 of 2011, page 75.074.

The Meeting was opened at 2.00 p.m. with Nicole Pires, professionally residing in 14, boulevard Royal in L-2449 Luxembourg, as chairman of the Meeting (the "Chairman").

The Chairman appointed as secretary, Isabelle BRANGBOUR, professionally residing in 14, boulevard Royal in L-2449 Luxembourg.

The Meeting elected as scrutineer Mrs Nicole Hoffmann, professionally residing in 14, boulevard Royal in L-2449 Luxembourg.

The bureau of the Meeting having thus been constituted, the Chairman declared and requested the notary to state:

I. The shareholders present or represented, the proxies of the represented shareholders and the number of their shares are shown on an attendance list; this attendance list, signed by the shareholders, the proxies of the represented shareholders and by the bureau of the Meeting, will remain annexed to the present deed to be filed at the same time with the registration authorities.

II.- That the convocation containing the agenda were sent by special delivery registered mail to all registered shareholders of the Company as all the shares issued by the Company are in registered form on the 28th February, 2012

The numbers supporting these notices are filed in the bureau.

III.- That the agenda of the meeting is the following:

1. Amendment of the articles of association of the SICAV with regards to the Luxembourg law of 17 December 2010 relating to undertakings for collective investment and implementing the Directive 2009/65/EC

2. Rewriting of the articles of association of the SICAV.

IV. As appears from the attendance list, out of the 19530 shares in issue, 480 shares are present or duly represented at this Meeting. As appears from the attendance list, out of 20.000 shares class I in issue, all shares are present or duly represented at this meeting.

V. The meeting is therefore regularly constituted and can validly deliberate and decide on the above cited agenda of the meeting of which the shareholders have been informed before the meeting.

All these facts having been explained by the chairman and recognised correct by the members of the meeting, the meeting proceeds to its agenda. The meeting having considered the agenda, the chairman submits to the vote of the members of the meeting the following resolutions which are adopted in each case of unanimous vote.

First resolution

The extraordinary general meeting of shareholders resolves to amend the articles of association of the SICAV with regards to the Luxembourg law of 17 December 2010 relating to undertakings for collective investment and implementing the Directive 2009/65/EC and to rewrite the articles of association of the SICAV so that now, they will be read as follows:

LARRAINVIAL ASSET MANAGEMENT SICAV

ARTICLES OF INCORPORATION

Section I. - Corporate name - Registered office - Duration - Corporate object

Art. 1. Corporate name. There exists among the subscriber(s) and all those who subsequently become shareholders, a société anonyme in the form of a Société d'investissement à capital variable (SICAV), i.e. an open-ended investment company, denominated LARRAINVIAL ASSET MANAGEMENT SICAV (the "Company").

Art. 2. Registered office. The registered office of the Company is in Luxembourg City in the Grand Duchy of Luxembourg. The Company may, by decision of the board of directors of the SICAV, open branches or offices in the Grand Duchy of Luxembourg or elsewhere. The registered office may be moved within the City of Luxembourg by decision of the board of directors of the SICAV. If allowed by law, and to the extent of this authorisation, the board of directors of the SICAV may also decide to transfer the registered office of the Company to any other place in the Grand Duchy of Luxembourg.

Should the board of directors of the SICAV deem that extraordinary political or military events have occurred or are imminent that could compromise normal activity at the registered office or ease of communications with this office or from this office to parties abroad, it may temporarily transfer the registered office abroad until the complete cessation of these abnormal circumstances. Such a temporary measure shall have no effect on the nationality of the Company, which, notwithstanding the temporary transfer of the registered office, shall remain a Luxembourg company.

Art. 3. Duration. The Company is created for an indefinite period. It may be dissolved by a resolution of the general meeting of shareholders in the same way as for an amendment to the Articles of Incorporation.

Art. 4. Object. The Company's sole object is to invest the funds at its disposal in transferable securities, money market instruments and other liquid financial assets authorised in Part I of the Luxembourg Law of 17 December 2010 on undertakings for collective investment (the "Law of 2010"), in order to spread the investment risks and enable its shareholders to benefit from earnings generated from the management of its portfolio. The Company may take any measures and carry out any transactions that it deems necessary for the accomplishment and development of its object in the broadest sense permitted under Part I of the Law of 2010.

Section II. - Share capital - Characteristics of shares

Art. 5. Share capital. The Company's share capital is represented by fully paid-up shares without par value. The company's capital is expressed in US Dollars and shall at all times be equal to the total net assets in US Dollars of all compartments comprising the Company, as defined in Article 13 of these Articles of Incorporation. The minimum share capital of the Company is one million two hundred and fifty thousand Euros (EUR 1,250,000.00) or the equivalent in another currency. The minimum share capital must be reached within six months starting from the registration of the Company.

Art. 6. Compartments and classes of shares. Shares may, when decided by the board of directors of the SICAV, be from different compartments (which may be, on decision of the board of directors of the SICAV, denominated in different currencies) and the proceeds from the issue of shares in each compartment will be invested, in accordance with the investment policy decided by the board of directors of the SICAV, in accordance with the investment restrictions established by the Law of 2010 and from time to time by the board of directors of the SICAV.

The board of directors of the SICAV may decide, for any compartment, to create classes of shares, the features of which are described in the prospectus of the Company (the “Prospectus”).

The shares of one class may be distinguished from the shares of one or more classes by characteristics such as, among others, a particular fee structure, a distribution or a policy of hedging specific risks, that is determined by the board of directors of the SICAV. If classes are created, the references to the compartments in these Articles of Incorporation shall, to the extent required, be interpreted as references to these classes.

Each whole share gives its holder the right to vote at the general meetings of shareholders.

The board of directors of the SICAV may decide to split or to reverse split the shares of a compartment or of a class of shares of the Company.

Art. 7. Form of shares. The shares are issued without par value and are fully paid-up. Any share of any compartment and any class in said compartment may be issued:

1. either in registered form in the name of the subscriber, recorded by subscriber’s registration in the shareholders’ register. The subscriber’s registration in the register may be confirmed in writing. No registered share certificate will be issued.

The shareholders’ register shall be kept by the Company or by one or more individuals or legal entities that the Company designates for this purpose. The registration must indicate each registered shareholder’s name, their place of residence or elected domicile, number of registered shares held. All transfers of registered shares between living persons or as the result of a death will be recorded in the shareholders’ register.

If a named shareholder fails to provide the Company with an address, this may be reported in the shareholders’ register, and the shareholder’s address shall be presumed to be at the Company’s registered office or at any other address defined by the Company, until another address has been provided by the shareholder. Shareholders may at any time request that the address recorded for them in the shareholders’ register be changed by sending a written notice to the Company at its registered office or any other address indicated by the Company.

The named shareholder must inform the Company of any change in personal information contained in the shareholders register to allow the Company to update said personal information.

Shares may be issued in fractions of shares, to the extent allowed in the Prospectus. The rights attached to fractions of shares are exercised in proportion to the fraction held by the shareholder, except for the voting right, which can only be exercised for a whole number of shares.

The Company only recognises one shareholder per share. If there are several owners of one share, the Company shall be entitled to suspend the exercise of all the rights attached to it until a single person has been designated as being the owner.

Art. 8. Issue and Subscription of shares. Within each compartment, the board of directors of the SICAV is authorised, at any time and without limitation, to issue additional fully paid-up shares, without reserving a preemptive subscription right for existing shareholders.

If the Company offers shares for subscription, the price per share offered, irrespective of the compartment and class in which the share is issued, shall be equal to the net asset value of the share as determined pursuant to these Articles of Incorporation. Subscriptions are accepted on the basis of the price established for the applicable Valuation Day, as specified in the Prospectus. This price may be increased by fees and commissions, including a dilution levy, as stipulated in this Prospectus. The price thus determined will be payable within the normal deadlines as specified in the Prospectus and taking effect on the applicable Valuation Day.

Unless specified differently in the Prospectus, subscription requests may be expressed in number of shares or by amount.

Subscription requests accepted by the Company are final and commit the subscriber except when the calculation of the net asset value of the shares for subscription is suspended. The board of directors of the SICAV, however, may but is not required to do so, agree to a modification or a cancellation of a subscription order when there is an obvious error on the part of the subscriber on condition that the modification or cancellation is not detrimental to the other shareholders in the Company.

Shares are only issued on acceptance of a corresponding subscription order. Shares issued upon acceptance of a corresponding subscription order but for which all or part of the subscription price will not have been received by the Company shall be considered as shares issued on the Bank Business Day in Luxembourg following the applicable Valuation Day and the subscription price or the portion of the subscription price not yet received by the Company shall be considered as a receivable of the Company with respect to the subscriber concerned.

Subscriptions may also be made by contribution of transferable securities and other authorised assets other than cash, where authorised by the board of directors of the SICAV, which may refuse its authorisation at its sole discretion and without providing justification. Such securities and other authorised assets must satisfy the investment policy and restrictions defined for each compartment. They are valued according to the valuation principles specified in the Prospectus and these Articles of Incorporation. To the extent required by the amended Luxembourg Law of 10 August 1915 on commercial companies or by the board of directors of the SICAV, such contributions shall be the subject of a report

drafted by the Company's independent authorised auditor. The expenses related to subscription by in-kind contribution shall not be borne by the Company unless the board of directors of the SICAV considers that the in-kind subscription is favourable to the Company, in which case all or part of the costs may be borne by the Company.

The board of directors of the SICAV can delegate to any director or to any other legal person approved by the Company for such purposes, the tasks of accepting the subscriptions and receiving payments for the new shares to issue.

All subscriptions for new shares must, in order to avoid being declared null and void, be fully paid up. The issued shares carry the same rights as the shares existing on the day of issue.

The board of directors of the SICAV may refuse subscription requests, at any time, at its sole discretion and without providing justification.

Art. 9. Redemption of shares. All shareholders are entitled at any time to request the Company to redeem some or all of the shares they hold.

The redemption price of a share shall be equal to its net asset value, as determined for each class of shares, according to these Articles of Incorporation. Redemptions are based on the prices established for the applicable Valuation Day determined according to this Prospectus. The redemption price may be reduced by the Redemption fees, commissions and the dilution levy stipulated in this Prospectus. Payment of the redemption must be made in the currency of the class of shares and is payable in the normal deadlines, as set more precisely in the Prospectus and taking effect on the applicable Valuation Day, or on the date on which the share certificates will have been received by the Company, if this date is later.

Neither the Company nor the board of directors of the SICAV may be held liable for a failure to pay or a delay in payment of the redemption price if such a failure or delay results from the application of foreign exchange restrictions or other circumstances beyond the control of the Company and/or the board of directors of the SICAV.

All redemption requests must be submitted by the shareholder (i) in writing to the Company's registered office or to another legal entity designated by the Company for the redemption of shares or (ii) by requesting by any electronic means approved by the Company. The request must specify the name of the investor, the compartment, the class, the number of shares or the amount to be redeemed, and the payment instructions for the redemption price and/or any other information specified in the Prospectus or the redemption form available at the registered office of the Company or from another legal person authorised to process share redemptions.

Subscription requests accepted by the Company are final and commit the shareholder except when the calculation of the net asset value of the shares for redemption is suspended. However, the board of directors of the SICAV may, but is not required to do so, agree to modify or cancel a redemption request when there is an obvious error on the part of the shareholder that requested the redemption, on condition that the modification or cancellation is not detrimental to the other shareholders in the Company.

Shares redeemed by the Company shall be cancelled.

When agreed by the shareholders concerned, the board of directors of the SICAV may, on a case-by-case basis, decide to make in-kind payments, while complying with the principle of equal treatment of shareholders, by allocating to or for shareholders that request redemption of their shares, transferable securities from the portfolio of the compartment concerned, the value of which is equal to the redemption price of the shares. To the extent required by applicable laws and regulations or by the board of directors of the SICAV, all in-kind payments will be valued in a report prepared by the Company's independent authorised auditor and will be equitably conducted. The expenses related to redemptions by in-kind contribution shall not be borne by the Company unless the board of directors of the SICAV considers that the in-kind redemption is favourable to the Company, in which case all or part of the costs may be borne by the Company.

The board of directors of the SICAV can delegate to (i) any director or to (ii) any other legal person approved by the Company for such purposes the tasks of accepting the redemptions and paying the price for shares to redeem.

In the event of redemption and/or conversion requests in a compartment bearing on 10% or more of the net assets of the compartment or a threshold below 10% deemed critical by the board of directors of the SICAV, this latter may either:

- postpone the payment of the redemption price of such requests to a date at which the Company will have sold the necessary assets and it will have at its disposal the proceeds from such sales;
- postpone all or some of such requests to a later Valuation Day determined by the board of directors of the SICAV, when the Company will have sold the necessary assets, taking into consideration the interests of all shareholders and when it will have at its disposal the proceeds from such sales. These requests shall be treated with priority over any other request.

In addition, the Company can postpone the payment of all requests for redemption and/or conversion for a compartment:

- in case anyone of the stock exchanges and/or other markets against which the compartment concerned is broadly exposed, in the opinion of the board of directors of the SICAV, is closed or;
- in case transactions on stock exchanges and/or other markets against which the compartment concerned is broadly exposed, in the opinion of the board of directors of the SICAV, is restricted or suspended.

If, following the acceptance and execution of a redemption order, the value of the remaining shares held by the shareholder in the compartment or in the class of shares falls below a minimum amount as may be determined by the board of directors of the SICAV for the compartment or the class of shares, the board of directors of the SICAV can rightfully believe that the shareholder has requested the redemption of all of its shares held in that compartment or class of shares. The board of directors of the SICAV can, in this case at its sole discretion, execute a forced redemption of the remaining shares held by the shareholder in the compartment or the class concerned.

Art. 10. Conversion of shares. Subject to any restrictions set by the board of directors of the SICAV, shareholders are entitled to switch from one compartment or one class of shares to another compartment or another class of shares and to request conversion of the shares they hold in one compartment or one share class to shares belonging to another compartment or share class.

Conversion is based on the net asset values of the class of shares of the relevant compartment as determined in accordance with these Articles of Incorporation on the common Valuation Day set in accordance with the provisions of the Prospectus, taking into consideration any prevailing exchange rate between the currencies of the two compartments on the Valuation Day. The board of directors of the SICAV may set the restrictions that it deems necessary for the frequency of conversions. It may impose payment of conversion fees the amount of which it will reasonably determine.

Conversion requests accepted by the Company are final and commit the shareholder except when the calculation of the net asset value of the shares for conversion is suspended. The board of directors of the SICAV, however, may but is not required to do so, agree to a modification or a cancellation of a conversion request when there is an obvious error on the part of the shareholder that requested the conversion on condition that the modification or cancellation is not detrimental to the other shareholders in the Company.

All conversion requests must be submitted by the shareholder (i) in writing to the Company's registered office or to another legal entity designated by the Company for the conversion of shares or (ii) by requesting by any electronic means approved by the Company. The request must specify the name of the investor, the compartment, the class of shares held, the number of shares or the amount to convert, as well as the compartment and the class of shares to obtain in exchange and/or any other information specified in the Prospectus or the conversion form available at the registered office of the Company or from another legal person authorised to process share redemptions.

The board of directors of the SICAV can set a minimum threshold for conversion of each class of shares. Such a threshold may be defined in number of shares or in amount.

The board of directors of the SICAV may decide to allocate any fractions of shares generated by the conversion or pay a cash amount corresponding to these fractions to the shareholders requesting conversion.

Those shares which have been converted into other shares shall be cancelled.

The board of directors of the SICAV may delegate to any director or to any other legal person approved by the Company for such purposes the tasks of accepting the conversions and paying the price for shares to convert.

In the event of redemption and/or conversion requests in a compartment bearing on 10% or more of the net assets of the compartment or a threshold below 10% deemed critical by the board of directors of the SICAV, the board may either:

- postpone the payment of the redemption price of such requests to a date at which the Company will have sold the necessary assets and it will have at its disposal the proceeds from such sales;
- postpone all or some of such requests to a later Valuation Day determined by the board of directors of the SICAV, when the Company will have sold the necessary assets, taking into consideration the interests of all shareholders and when it will have at its disposal the proceeds from such sales. These requests shall be treated with priority over any other request.

In addition, the Company may postpone the payment of all requests for redemption and/or conversion for a compartment:

- in case anyone of the stock exchanges and/or other markets on which the compartment concerned is broadly exposed, in the opinion of the board of directors of the SICAV, is closed or;
- in case transactions on stock exchanges and/or other markets on which the compartment concerned is broadly exposed, in the opinion of the board of directors of the SICAV, is restricted or suspended.

If, following the acceptance and execution of a conversion order, the value of the remaining shares held by the shareholder in the compartment or in a class of shares from which the conversion is requested falls below a minimum amount as may be determined by the board of directors of the SICAV for the compartment or the class of shares, the board of directors of the SICAV may rightfully believe that the shareholder has requested the conversion of all of its shares held in that compartment or class of shares. The board of directors of the SICAV may, in this case at its sole discretion, execute a forced conversion of the remaining shares held by the shareholder in the compartment of the class concerned in which the conversion is requested.

Art. 11. Transfer of shares. All transfers of registered shares between living persons or as the result of a death will be recorded in the shareholders' register.

The transfer of registered shares will be executed by recording in the register following remittance to the Company of the transfer documents required by the Company including a written declaration of transfer provided to the shareholders' register, dated and signed by the transferor and the transferee or by their duly authorised representatives.

The Company may for registered shares, consider the person in whose name the shares are recorded in the shareholders' register as the owner of the shares and the Company will incur no liability towards third parties resulting from transactions on these shares and shall rightfully refuse to acknowledge any rights, interests or pretensions of any other person on these shares; these provisions, however, do not deprive those who have the right to request to record registered shares in the shareholders' register or request a change in the record in the shareholders' register.

Art. 12. Restrictions on the ownership of shares. The Company may restrict, prevent or prohibit ownership of shares of the Company by any individual or legal entity, including by persons from the United States of America as defined hereinafter.

The Company may moreover issue restrictions that it deems necessary in order to make sure that no share of the Company is acquired or held by (a) a person who has violated the laws or requirements of any country or governmental authority, (b) any person whose situation, in the opinion of the board of directors of the SICAV, could lead the Company or its shareholders to incur a risk of legal, fiscal or financial consequences, that it would not have incurred or that it would not have otherwise incurred or (c) a person from the United States (each of these persons referred to in (a), (b) and (c) being defined hereinafter as a "Prohibited Person").

In this regard:

1. The Company may refuse to issue shares and record share transfers if it appears that this issue or transfer would or could result in a Prohibited Person being granted share ownership.

2. The Company may request any person, included in the shareholders' register or requesting a shares' transfer to be recorded, to provide it with all the information and certificates that it deems necessary, accompanied by a sworn statement if appropriate, in order to determine whether these shares are or will be effectively owned by a Prohibited Person.

3. The Company may carry out a forced redemption if it appears that a Prohibited Person, either acting alone or with others, has ownership of Company shares. In this case, the following procedure shall be applied:

a) The Company shall send a notice (hereinafter the "redemption notice") to the shareholder owning the shares or indicated in the shareholders' register as being the owner of the shares. The redemption notice shall specify the shares to be redeemed, the redemption price to be paid and the location where this price is to be paid to the shareholder. The redemption notice may be sent by registered letter to the shareholder at the shareholder's last known address or to the address recorded in the shareholders' register.

As soon as the offices are closed on the day specified in the redemption notice, the shareholder in question shall cease to be the owner of the shares specified in the redemption notice; for registered shares, the shareholder's name shall be removed from the shareholders' register;

b) The price at which the shares specified in the redemption notice shall be repurchased ("redemption price") shall be the redemption price based on the net asset value of the shares of the Company (appropriately reduced as specified in these Articles of Incorporation) immediately preceding the redemption notice. From the date of the redemption notice, the shareholder in question shall lose all shareholders' rights.

c) The payment shall be made in the currency determined by the board of directors of the SICAV. The redemption payment will be deposited by the Company for the shareholder in a bank, in Luxembourg or elsewhere, specified in the redemption notice, that will send it to the shareholder in question upon remittance of the certificate(s) indicated in the redemption notice. As soon as the redemption price has been paid under these conditions, no party with an interest in the shares mentioned in the redemption notice shall have any right over these shares or be able to take any action against the Company or its assets, with the exception of the right of the shareholder appearing as the owner of the shares to receive the redemption price (without interests) deposited at the bank upon delivery of the certificate(s) indicated in the redemption notice.

d) The Company's use of the powers conferred in this article may not, under any circumstances, be contested or invalidated on the grounds that there is insufficient proof of the ownership of the shares by any person or that a share belonged to another person who the Company had not recognised when sending out the redemption notice, provided the Company acts in good faith.

4. The Company may refuse, at any general meeting of the shareholders, the voting right to any Prohibited Person and to any shareholder to whom a redemption notice has been sent for the shares indicated in the redemption notice.

The term "person from the United States of America", as used in these Articles of Incorporation means any expatriate, citizen or resident of the United States of America or of one of the territories or possessions under its jurisdiction, or persons who normally reside there (including the succession of any persons or companies or associations established or organised there). This definition may be amended if necessary by the board of directors of the SICAV and specified in the Prospectus.

If the board of directors of the SICAV is aware or reasonably suspects that a shareholder owns shares and does not meet the required conditions for ownership stipulated for the compartment or the class of shares in question, the Company may:

- either execute a forced redemption of the shares in question in accordance with the procedure for redemptions described above;

- or execute a forced conversion of shares to shares in another class within the same compartment for which the shareholder in question meets the conditions of ownership (provided that a class exists with similar characteristics concerning, inter alia, the investment objective, the investment policy, the currency, the frequency of calculation of the net asset value, the distribution policy). The Company will inform the shareholder in question about on this conversion.

Art. 13. Calculation of the net asset value of shares. Regardless of the compartment and class in which a share is issued, the net asset value per share shall be determined in the currency chosen by the board of directors of the SICAV as a figure obtained by dividing the net assets of such compartment or such class on the Valuation Day defined in these Articles of Incorporation by the number of shares issued in that compartment and in that class.

The valuation of the net assets of the different compartments shall be calculated as follows:

The net assets of the Company consist of the Company's assets as defined hereinafter minus the Company's liabilities as defined hereinafter on the Valuation Day on which the net asset value of the shares is determined.

I. The assets of the Company consist of:

- a) all cash on hand or on deposit, including accrued and outstanding interest;
- b) all bills and notes due on demand, as well as accounts receivable, including proceeds from the sale of securities, the price of which has not yet been collected;
- c) all securities, units, shares, bonds, options' or subscriptions' rights, and other investments and securities that are owned by the Company;
- d) all dividends and distributions due to the Company in cash or securities insofar as the Company can reasonably have knowledge thereof (the Company may nevertheless make adjustments to account for fluctuations in the market value of transferable securities caused by practices such as ex-dividend or ex-right trading);
- e) all accrued and outstanding interest generated by the securities owned by the Company, unless this interest is included in the principal amount of these securities;
- f) the Company's incorporation expenses, insofar as these have not been amortised;
- g) any other assets of any kind whatsoever, including prepaid expenses.

The value of these assets shall be determined as follows:

- a) The value of cash on hand or on deposit, bills and notes due on demand, accounts receivable, prepaid expenses, dividends, and interest declared or due but not yet received consists of the nominal value of these assets, unless it is unlikely that this value will be received, in which event, the value shall be determined by deducting an amount which the Company deems adequate to reflect the accurate value of these assets.
- b) The value of all transferable securities, money-market instruments and financial derivative instruments that are listed on a stock exchange or traded on another regulated market that operates regularly, and is recognised and open to the public, is determined based on the most recent available price.
- c) In case of Company investments listed on a stock exchange or traded on another regulated market that operates regularly, is recognised and open to the public and traded by market makers outside the stock exchange on which the investments are listed or of the market on which they are traded, the board of directors of the SICAV may determine the main market for the investments in question that will then be evaluated at the last available price on that market.
- d) financial derivative instruments not listed on an official stock exchange or traded on any another regulated operating market that is recognised and open to the public, shall be valued in accordance with market practices as may be described in greater detail in the Prospectus.
- e) Money market instruments and fixed-interest securities, the residual maturity of which is less than one year, may be valued on the basis of amortised cost, a method that consists after purchase in taking into account a straight-line amortisation to arrive at the redemption price at the security's maturity.
- f) The value of securities representative of an open-ended undertaking for collective investment shall be determined according to the last official net asset value per unit or according to the last estimated net asset value if it is more recent than the official net asset value, and provided that the Company is assured that the valuation method used for this estimate is consistent with that used for the calculation of the official net asset value.
- g) To the extent that
 - any transferable securities, money market instruments and/or financial derivative instruments held in the portfolio on the Valuation Day are not listed or traded on a stock exchange or other regulated market that operates regularly and is recognised and open to the public or,
 - for transferable securities, money market instruments and/or financial derivative instruments listed and traded on a stock exchange or another market but for which the price determined pursuant to sub-paragraphs b) is not, in the opinion of the board of directors of the SICAV, representative of the accurate value of these transferable securities, money market instruments and/or financial derivative instruments or,
 - for financial derivative instruments traded over-the-counter and/or securities representing undertakings for collective investment, the price determined in accordance with sub-paragraphs d) or f) is not, in the opinion of the board of directors

of the SICAV, representative of the real value of these financial derivative instruments or securities representing undertakings for collective investment,

the board of directors of the SICAV estimates the probable realisation value prudently and in good faith.

h) Securities expressed in a currency other than that of the respective compartments shall be converted at the last known price. If such prices are not available, the currency exchange rate will be determined in good faith.

i) If the principles for valuation described above do not reflect the valuation method commonly used on specific markets or if these principles of valuation do not seem to be precise for determining the value of the Company's assets, the board of directors of the SICAV may set other principles for valuation in good faith and in accordance with the generally accepted principles and procedures for valuation.

j) The board of directors of the SICAV is authorised to adopt any other principle for the evaluation of assets of the Company in the case in which extraordinary circumstances would prevent or render inappropriate the valuation of the assets of the Company on the basis of the criteria referred to above.

k) In the best interests of the Company or of shareholders (to prevent Market Timing practices for example), the board of directors of the SICAV may take any appropriate measure such as applying a method for setting the fair value in order to adjust the value of the assets of the Company, as more fully described in the Prospectus.

II. The liabilities of the Company consist of:

a) all borrowings, bills and other accounts payable;

b) all expenses, mature or due, including, if any, for the compensation of investment advisors, the investment managers, the Management Company, the Custodian Bank, the Central Administration, the domiciliation agent, representatives and agents of the Company,

c) all known liabilities, whether due or not, including all matured contractual liabilities payable either in cash or in assets, including the amount of dividends declared by the Company but not yet paid if the Valuation Day coincides with the date on which the determination is made of the person who is or shall be entitled to them;

d) an appropriate provision allocated for the subscription tax and other taxes on capital and income, accrued until Valuation Day and established by the board of directors of the SICAV, and other provisions authorised or approved by the board of directors of the SICAV;

e) all of the Company's other commitments of whatever nature, with the exception of those represented by the shares of the Company. To value the amount of these commitments, the Company will take into consideration all expenses payable by it, including fees and expenses as described in Article 31 of these Articles of Incorporation. To value the amount of these liabilities, the Company may take into account administrative and other regular or recurring expenses by estimating them for the year or any other period, and spreading the amount proportionally over that period.

III. The net assets attributable to all the shares of a compartment are constituted by the assets of the compartment minus the liabilities of the compartment at the Valuation Day on which the net asset value of the shares is determined.

Without prejudice to the applicable legal and regulatory provisions, the net asset value of shares will be final and committing for all subscribers, shareholders that have requested redemption or conversion of shares and the other shareholders of the Company.

If, after closing of markets on a given Valuation Day, a substantial change affects the prices on the market on which a major portion of the assets of the Company are listed or traded or a substantial change affects the debts and commitments of the Company, the board of directors of the SICAV may, but is not required to do so, calculate the net asset value per share adjusted for this Valuation Day taking into consideration the changes in question. The adjusted net asset value per share will apply for subscribers and shareholders that have requested redemption or conversion of shares and other shareholders of the Company.

If there are any subscriptions or redemptions of shares in a specific class of a given compartment, the net assets of the compartment attributable to all the shares of this class shall be increased or reduced by the net amounts received or paid by the Company as a result of these shares' subscriptions or redemptions.

IV. The board of directors of the SICAV shall establish for each compartment a pool of assets that shall be attributed, as stipulated below, to the shares issued for the compartment concerned pursuant to the provisions of this article. In this regard:

1. The proceeds from the issue of shares belonging to a given compartment shall be attributed to that compartment in the Company's books, and the assets, liabilities, income and expenses related to that compartment shall be attributed to that compartment.

2. If an asset is derived from another asset, this derivative asset shall be attributed in the Company's books to the same compartment as the asset from which it was derived, and on each revaluation of an asset, the increase or decrease in value shall be attributed to the compartment to which the asset belongs.

3. When the Company has a liability that relates to an asset in a particular compartment or to a transaction conducted in regard to an asset of a particular compartment, the liability shall be attributed to that compartment.

4. If an asset or a liability of the Company cannot be attributed to a particular compartment, the asset or liability shall be attributed to all the compartments in proportion to the net values of the shares issued for the different compartments.

5. Following the payment of dividends to distribution shares belonging to a given compartment, the net asset value of the compartment attributable to these distribution shares shall be reduced by the amount of these dividends.

6. If several classes of shares have been created within a compartment in accordance with these Articles of Incorporation, the rules for allocation described above apply mutatis mutandis to these classes.

V. For the purposes of this article:

1. each share of the Company which is in the process of being redeemed in accordance with these Articles of Incorporation shall be considered as a share cancelled starting from the Bank Business Day in Luxembourg following the Valuation Day applicable to the redemption of that share and its price shall be considered as a liability of the Company;

2. each share to be issued by the Company in accordance with subscription requests received shall be processed as having been issued starting from the Bank Business Day in Luxembourg following the Valuation Day on which its issue price was determined, and its price shall be considered as being an amount due to the Company until such time as it has been received by the Company;

3. all investments, cash balances or other assets of the Company expressed in a currency other than the respective currency of each compartment shall be valued taking into account the latest exchange rates available; and

4. any purchase or sale of securities made by the Company shall be effective on the Valuation Day insofar as this is possible.

VI. To the extent and during the time that, among the shares corresponding to a specific compartment, shares of different classes shall have been issued and shall be in circulation, the value of the net assets of this compartment, established in accordance with the provisions of this article, shall be distributed between all the shares of each class.

If there are subscriptions or redemptions of shares in a specific class of a given compartment, the net assets of the compartment attributable to all the shares of this class shall be increased or reduced by the net amounts received or paid by the Company as a result of these shares' subscriptions or redemptions. At any given time, the net asset value of a share belonging to a particular compartment and class shall be equal to the amount obtained by dividing the net assets of this compartment attributable at the time to all the shares of this class by the total number of shares of this class issued and currently in circulation.

VII.

1. The board of directors of the SICAV may invest and manage all or part of the common asset pools created for one or more compartments (hereinafter referred to as "Participating Funds") when application of this formula is useful in consideration of the sectors of investment concerned. Any extended pool of assets ("Extended Pool of Assets") will first be created by transferring the money or (in application of the limitations referred to below) other assets from each of the Participating Funds. Subsequently, the board of directors of the SICAV may execute other transfers adding to the Extended Pool of Assets on a case-by-case basis. The board of directors of the SICAV may also transfer assets from the Extended Pool of Assets to the Participating Fund concerned. Assets other than liquidities may only be allocated to an Extended Pool of Assets when they belong to the investment sector of the Extended Pool of Assets concerned.

2. The contribution of a Participating Fund in an Extended Pool of Assets will be valued by reference to fictional units ("units") having a value equivalent to that of the Extended Pool of Assets. In the creation of an Extended Pool of Assets, the board of directors of the SICAV will determine, at its sole and complete discretion, the initial value of a unit, and this value being expressed in the currency of the board of directors of the SICAV deems appropriate and will be assigned to each unit of the Participating Fund having a total value equal to the amount of liquidities (or to the value of the other assets) contributed. The fraction of units, calculated as specified in the Prospectus, shall be determined by dividing the net asset value of the Extended Pool of Assets (calculated as specified below) by the number of remaining units.

3. If liquidities or assets are contributed to or withdrawn from an Extended Pool of Assets, the assignment of units of the Participating Fund in question will, as the case may be, be increased or decreased by the number of shares determined by dividing the amount of the liquidities or the value of the assets contributed or withdrawn by the current value of one unit. Cash contributions may, for calculation purposes, be processed after reducing their value by the amount that the board of directors of the SICAV deems appropriate to reflect the taxes, transaction and subscription fees that may be incurred by the investment of the concerned liquidities. For cash withdrawals, a corresponding addition may be made in order to reflect the costs likely to be incurred upon the sale of such the transferable securities and other assets that are part of the Extended Pool of Assets.

4. The value of the assets, withdrawn from or contributed to, at any time the Extended Pool of Assets and the net asset value of the Extended Pool of Assets shall be determined, mutatis mutandis, in accordance with the provisions of Article 13, provided that the value of the assets referenced here above is determined on the day of said contribution or withdrawal.

5. The dividends, interests or other distributions having the character of an income received with respect to the assets belonging to an Extended Pool of Assets shall be immediately allocated to the Participating Fund, in proportion to the respective rights attached to the relevant assets of the Extended Pool of Assets at the time they are received.

Art. 14. Frequency and Temporary suspension of the net asset value calculation, Issues, Redemptions and Conversions of shares.

I. Frequency of the net asset value calculation

To calculate the per share issue, redemption and conversion price, the Company will determine the net asset value of shares of the relevant share class of each compartment for the day (defined as the “Valuation Day”) and in a frequency determined by the board of directors of the SICAV and specified in the Prospectus.

The net asset value of the classes of shares of each compartment will be expressed in the currency of the share class concerned.

II. Temporary suspension of the net asset value calculation

Without prejudice to any legal causes, the Company may suspend the calculation of the net asset value of shares and the subscription, redemption and conversion of its shares, generally or with respect to one or more specific compartments, if any of the following circumstances should occur:

- during all or part of a period of closure, restriction of trading or suspension of trading for the main stock markets or other markets on which a substantial portion of the investments of one or more compartments is listed, except during closures for normal holidays,
- when there is an emergency situation as a consequence of which the Company is unable to value or dispose of the assets of one or more compartments,
- in case of suspension of the calculation of the net asset value of one or more undertakings for collective investment in which a compartment has invested a major portion of its assets,
- when a service breakdown interrupts the means of communication and calculation necessary for determining the price or value of the assets or market prices for one or more compartments in the conditions defined in the first indent above,
- during any period in which the Company is unable to repatriate funds in order to make payments to redeem shares of one or more compartments or in which the transfers of funds involved in realising or acquiring investments or payments due for the redemption of shares cannot, in the opinion of the board of directors of the SICAV, be performed at normal exchange rates,
- in case of publication of (i) the notice for a general meeting of shareholders at which the dissolution and liquidation of the Company or compartments are proposed or of (ii) the notice informing the shareholders of the decision of the board of directors of the SICAV to liquidate one or more compartments, or to the extent that such a suspension is justified by the need to protect shareholders, (iii) of the meeting notice for a general meeting of the shareholders to deliberate on the merger of the Company or of one or more compartments or (iv) of a notice informing the shareholders of the decision of the board of directors of the SICAV to merge one or more compartments,
- the value of the assets or the debts and liabilities attributable to the Company or to the compartment in question, cannot be promptly or accurately determined,
- regarding a feeder compartment, its master UCITS temporarily suspends the redemption, reimbursement or subscription of its shares whether on its own initiative or on request of competent authorities, for a duration equal to that of the suspension imposed on the master UCITS,
- for all other circumstances, the lack of suspension could create for the Company, one of its compartments or shareholders, certain liabilities, financial disadvantages or any other damage that the Company, the compartment or its shareholders would not otherwise experience.

The Company will inform the shareholders of such a suspension of the calculation of the net asset value, for the compartments concerned, in compliance with the applicable laws and regulations and according to the procedures determined by the board of directors of the SICAV. Such a suspension shall have no effect on the calculation of the net asset value, or the subscription, redemption or conversion of shares in compartments that are not involved.

III. Restrictions applicable to subscriptions and incoming conversions into certain compartments

A compartment may be closed definitively or temporarily to new subscriptions or to conversions applied for (but not for redemptions or outgoing conversions), if the Company deems that such a measure is necessary for the protection of the interests of existing shareholders.

Section III. - Administration and monitoring of the company

Art 15. Directors. The Company is managed by a board of directors of the SICAV composed of at least three members, who need not be shareholders. The directors are appointed by the general meeting of shareholders for a time that cannot exceed six years. All directors may be removed from office with or without a reason or be replaced at any time by a decision of the general meeting of shareholders.

Should a director position become vacant following death, resignation or for other reasons, the vacancy may be filled on a provisional basis in observance of procedures laid down by law. In this case, the general meeting of shareholders shall approve the final appointment at its next meeting.

Art 16. Meetings of the board of directors of the SICAV. The board of directors of the SICAV will choose a chairman from among its members. It may also choose one or more vice-chairmen and appoint a secretary (who does not need to be a member of the board of directors of the SICAV). The board of directors of the SICAV meets on invitation of the chairman, or failing this, of two directors. Meetings are called as often as the interests of the Company require and are held at the place designated in the meeting notice. Meeting notices may be made by any means including verbally.

The board of directors of the SICAV may only validly deliberate and give a ruling if at least half of its members are present or represented.

The meeting of the board of directors of the SICAV is chaired by the chairman of the board of directors of the SICAV or, when absent, by one of the directors present chosen by the majority of the members of the board of directors of the SICAV present at the meeting of the board.

Any director may mandate, in writing, by fax, e-mail or any other means approved by the board of directors of the SICAV, including by any other means of electronic communication proving such proxy and authorised by law, another director to represent him at a meeting of the board of directors of the SICAV and vote therein at its location and place on the items on the agenda of the meeting. One director may represent several other directors.

The decisions are taken on the majority of the votes of directors present or represented. In the event of a tie vote, the person chairing the meeting has the tie-breaking vote.

In an emergency, directors may cast their vote on the items on the agenda by letter, fax, email or by any other means approved by the board of directors of the SICAV including by any other means of electronic communication proving such proxy and authorised by law.

All directors may participate in a meeting of the board of directors of the SICAV by telephone conference, video conference or by other similar means of communication that allows them to be identified. These means of communication must meet technical characteristics guaranteeing effective participation in the meeting of the board of directors of the SICAV, the deliberations of which are continuously retransmitted. The meeting held by such means of remote communication is deemed to take place at the registered office of the Company.

A resolution signed by all the members of the board of directors of the SICAV has the same value as a decision taken during a meeting of the board of directors of the SICAV. The signatures of directors may be placed on one or more copies of the same resolution. They may be approved by letter, fax, scan, telecopy or any other similar means, including any means of electronic communication authorised by law.

The deliberations of board meetings are recorded in minutes signed by all the board members present or by the chairman of the board or when absent by the director who chaired the meeting. Copies or extracts to be submitted for legal or similar purposes shall be signed by the chairman or managing director or two directors.

Art. 17. Powers of the board of directors of the SICAV. The board of directors of the SICAV, in application of the principle of risk spreading, has the power to determine the general focus of management and the investment policy as well as the code of conduct to follow in the administration of the Company.

The board of direction will also set all the restrictions that shall be periodically applicable to the Company's investments, in accordance with Part I of the Law of 2010.

The board of directors of the SICAV may decide that the Company's investments are made (i) in transferable securities and money market instruments listed or traded on a regulated market within the meaning of Directive 2004/39/EC of the European Parliament and the Council of 21 April 2004 concerning the financial instruments markets, (ii) in transferable securities and money market instruments traded on another market in a Member State of the European Union that is regulated, operates regularly and is recognised and open to the public, (iii) in transferable securities and money market instruments admitted for official listing on a securities exchange in a country in Eastern or Western Europe, in Africa, in the American and Asian continents and in Oceania or traded on another market in the above-mentioned countries, on condition that such a market is regulated, operates regularly, and is recognised and open to the public, (iv) in newly issued transferable securities and money market instruments, provided that the conditions of issue include the commitment that the application for official listing on a securities exchange or on another above-mentioned regulated market has been submitted and provided that the application has been executed within one year following the issue; as well as (v) in any other securities, instruments or other securities in accordance with the restrictions determined by the board of directors of the SICAV in compliance with applicable laws and regulations referred to in the Prospectus.

The board of directors of the SICAV may decide to invest up to 100% of the net assets of each compartment of the Company in different transferable securities and money market instruments issued or guaranteed by a non-Member State of the European Union approved by the Luxembourg supervisory authority, including Singapore and Brazil or by international public institutions of which one or more Member States of the European Union are members, any member of the OECD and any other State considered as appropriate by the board of directors of the SICAV with respect to the investment objective of the compartment in question, provided that, in the event in which the Company decides to avail itself of this provision, it holds, for the compartment, securities belonging to at least six different issues and that the securities belonging to one single issue do not exceed 30% of the total amount of the net assets of the compartment concerned.

The board of directors of the SICAV may decide that the Company's investments are made in financial derivative instruments, including equivalent cash-settled instruments, traded on a regulated market as defined by the Law of 2010 and/or financial derivative instruments traded over-the-counter derivatives provided that, among others, that the underlying consists of instruments covered by Article 41(1) of the Law of 2010, in financial indices, interest rates, foreign exchange rates or currencies, in which the Company is allowed to invest according to its investment objectives, as laid down in the Prospectus.

As allowed by the Law of 2010 and by applicable regulations and in respect of the provisions in the Prospectus, a compartment may subscribe for, acquire and/or hold shares to issue or already issued by one or more other compartments of the Company. In this case and in accordance with the conditions laid down by applicable Luxembourg laws and regulations, any voting rights attached to these shares are suspended as long as they are held by the compartment in question. Moreover, as long as these shares are held by a compartment, their value shall not be taken into consideration in calculating the net assets of the Company for the purpose of verifying the minimum threshold of net assets imposed by the Law of 2010.

The board of directors of the SICAV may decide that the investments of a compartment are made in a manner that seeks to replicate the composition of an equities index or bond index provided that the index concerned is recognised by the Luxembourg supervisory authority as being adequately diversified, that it is a representative benchmark of the market to which it refers and is subject to appropriate publication.

In accordance with applicable Luxembourg laws and regulations, the board of directors of the SICAV may, when it deems necessary and to the broadest extent allowed by the applicable Luxembourg regulations but in accordance with the provisions in the Prospectus, (i) create a compartment qualified as either a feeder UCITS or a master UCITS, (ii) convert an existing compartment into a feeder UCITS or (iii) change the master UCITS for one of its feeder compartments.

Anything that is not expressly reserved for the general meeting of shareholders by law or by the Articles of Incorporation falls within the powers of the board of directors of the SICAV.

Art. 18. Company's commitment to third parties. With respect to third parties, the Company shall be validly bound by the joint signature of two directors or the sole signature of any person to whom such powers of signature have been specially delegated by the board of directors of the SICAV.

Art. 19. Delegation of powers. The board of directors of the SICAV may delegate powers of day-to-day management of the Company's affairs, either to one or more directors, or to one or more other agents that do not necessarily have to be shareholders of the Company.

Art. 20. Custodian Bank. The Company shall sign an agreement with a Luxembourg bank, under the terms of which the bank shall carry out the functions of custodian of the Company's assets, in accordance with the Luxembourg Law of 2010.

Art. 21. Personal interest of the directors. No contract or any transaction that the Company could enter into with any other company may be affected by or invalidated on account of one or more directors or representatives of the Company having an interest in such other company, or because such a director or representative of the Company serves as director, partner, manager, official representative or employee of such a company. Any director or representative of the Company who serves as a director, partner, manager, representative or employee of any company with which the Company has signed contracts or with which this director or representative of the Company is otherwise engaged in business will not, as a result of such affiliation and/or relationship with such other company, be prevented from deliberating, voting and acting upon any matters with respect to such contracts or other business.

Should a director or representative of the Company have a personal interest in conflict with that of the Company in any business of the Company subject to the approval of the board of directors of the SICAV, this director or representative of the Company must inform the board of directors of the SICAV of this conflict. This director or representative of the Company will not deliberate and will not take part in the vote on this business. A report thereof should be made at the next shareholders' meeting.

The previous paragraph does not apply when the decision of the board of directors of the SICAV or of the director concerns common transactions concluded in ordinary conditions.

The term "Personal Interest" as it is used here above will not apply to the relations, interests, situations or transactions of any type involving any entity promoting the Company or, any subsidiary company of that entity or any other company or entity determined solely by the board of directors of the SICAV as long as such personal interest is not considered as a conflict of interest in accordance with applicable laws and regulations.

Art. 22. Compensation of directors. The Company may compensate any director or authorised representative and their successors, testamentary executors or legal administrators for reasonable expenses incurred by them in relation with any action, process or procedure in which they participate or are involved due to the circumstance of their being a director or authorised representative of the Company, or due to the fact that they held such a post at the Company's request in another company in which the Company is a shareholder or creditor. This compensation applies to the extent that they are not entitled to compensation by the other entity, except concerning matters for which they are ultimately found guilty of gross neglect or poor management in the context of the action or procedure. In the event of an out-of-court settlement, such an indemnity shall only be granted if the Company is informed by its independent legal counsel that the person to be indemnified is not guilty of such breach of duty. The above-described right to compensation will not exclude other individual rights of these directors and representatives of the Company.

Art. 23. Monitoring of the Company. In compliance with the Law of 2010, all aspects of the assets of the Company shall be subject to the control of an authorised independent auditor. The statutory auditor will be appointed by the general

meeting of the shareholders. The authorised independent auditor may be replaced by the general meeting of the shareholders in conditions specified by applicable laws and regulations.

Section IV. - General meeting

Art. 24. Representation. The general meeting of shareholders represents all shareholders. It has the widest powers to order, carry out or ratify all acts relating to the operations of the Company.

The decisions of the general meeting of the shareholders are binding on all shareholders of the Company regardless of the compartment whose shares they hold. When the deliberation of the general meeting of shareholders has the effect of changing the respective rights of shareholders of different compartments, the deliberation shall, in compliance with applicable laws, also be deliberated by the compartments concerned.

Art. 25. General meetings. All general meetings of the shareholders are convened by the board of directors of the SICAV.

The general meeting of the shareholders is convened in the prescribed times and in accordance with procedures laid down by law.

In conditions laid down by applicable laws and regulations, the meeting notice for any general meeting of the shareholders may specify that the conditions of quorum and majority required shall be determined with respect to shares issued and outstanding as of a certain date and time preceding the meeting ("Date of Registration"), considering that a shareholder's right to participate in a general meeting of shareholders and to exercise the right to vote attached to its share(s) shall be determined according to the number of shares held by said shareholder on the Date of Registration.

The annual general meeting of shareholders shall be held in the Grand Duchy of Luxembourg, at the place indicated in the meeting notice, on the first Friday of the month of May every year at 10.00 am, and for the first time in 2012. If this day is a public holiday, the general meeting of shareholders shall be held on the following Bank Business Day in Luxembourg.

The board of directors of the SICAV may in accordance with applicable laws and regulations decide to hold a general meeting of the shareholders at another date and/or other time or other location than those specified in the preceding paragraph, provided that the meeting notice indicates this other date, other time or other place.

Other general meetings of shareholders of the Company or of compartments may be held at the locations and on the dates indicated in the respective notices of these meetings. Shareholders' meetings of compartments may be held to deliberate on any matter that concerns only those compartments. Two or more compartments may be considered as one single compartment if such compartments are affected in the same manner by the proposals requiring approval by shareholders of the compartments in question.

Moreover, any general meeting of the shareholders must be convened such that it is held within one month, when shareholders representing one tenth of the share capital submit a written request to the board of directors of the SICAV indicating the items to include on the meeting agenda.

One or more shareholders, together owning at least ten percent of the share capital, may request the board of directors of the SICAV to include one or more items in the meeting agenda of any general meeting of the shareholders. This request must be sent to the registered office of the Company by registered letter at least five days before the meeting.

Any general meeting of the shareholders may be held abroad if the board of directors of the SICAV, acting on its own authority, decides that this is warranted by exceptional circumstances.

The business conducted at a general meeting of shareholders shall be limited to the points on the agenda and to matters related to these points.

Art. 26. Meetings without prior convening notice. A general meeting of the shareholders may be held without prior notice whenever all the shareholders are present or represented and they agree to be considered as duly convened and confirm they are aware of the agenda items for deliberation.

Art. 27. Votes. Each share gives the right to one vote regardless of the compartment to which it belongs and irrespective of its net asset value in the compartment in which it is issued. A voting right may only be exercised for a whole number of shares. Any fractional shares are not considered in the calculation of votes and quorum condition. Shareholders may have themselves represented at shareholders' general meetings by a representative in writing, by fax or any other means of electronic communication capable of proving this proxy and allowed by law. Such a proxy will remain valid for any general meeting of shareholders reconvened (or postponed by decision of the board of directors of the SICAV) to pass resolutions on an identical meeting agenda unless said proxy is expressly revoked. The board of directors of the SICAV may also authorise a shareholder to participate in any general meeting of shareholders by video conference or by any other means of telecommunication that allows to identify the shareholder in question. These means must allow the shareholder to act effectively in such a meeting, that must be retransmitted in a continuous manner to said shareholder. All general meetings of shareholders held exclusively or partially by video conference or by any other means of telecommunication are deemed to take place at the location indicated in the meeting notice.

All shareholders have the right to vote by correspondence, using a form available at the registered office of the Company. Shareholders may only use proxy voting instruction forms provided by the Company indicating at least:

- the name, the address or the official registered office of the shareholder concerned,
- the number of shares held by the shareholder concerned participating in the vote indicating, for the shares in question, the compartment and if any, of the class of shares, of which they are issued,
- the place, the date and the time of the general meeting of the shareholders,
- the meeting agenda,
- the proposals subject to the decision of the general meeting of the shareholders, as well as
- for each proposal, three boxes allowing the shareholder to vote for, against, or abstain from voting for any of the proposed resolutions by checking the appropriate box.

Voting forms that do not indicate the direction of the vote or abstention are void.

The board of directors of the SICAV may determine any other conditions that must be fulfilled by shareholders in order to participate in a general meeting of shareholders.

Art. 28. Quorum and majority requirements. The general meeting of shareholders deliberates in accordance with the prescriptions of the amended Luxembourg Law of 10 August 1915 on commercial companies.

Unless otherwise required by law or in these Articles of Incorporation, decisions of the general meeting of shareholders shall be taken by a majority of shareholders validly cast, regardless of the portion of capital represented. The votes expressed do not include those attached to shares represented at the meeting of shareholders that have not voted, have abstained, or have submitted blank or empty proxy voting forms.

Section V. Financial year - Distribution of profits

Art. 29. Financial Year and accounting currency. The Financial Year shall begin on the January 1st each year and end on the December 31st of the same year.

The Company's accounts shall be expressed in the currency of the share capital of the Company as indicated in Article 5 of these Articles of Incorporation. Should there be multiple compartments, as laid down in these Articles of Incorporation, the accounts of those compartments shall be converted into the currency of the Company's share capital and combined for the purposes of establishing the financial statements of the Company.

In compliance with the provisions of the Law of 2010, the annual financial statements of the Company shall be examined by the independent authorised auditor appointed by the Company.

Art. 30. Distribution of annual profits. In all compartments of the corporate assets, the general meeting of shareholders, on the proposal of the board of directors of the SICAV, shall determine the amount of the dividends or interim dividends to distribute to distribution shares, within the limits prescribed by the Luxembourg Law of 2010. The proportion of distributions, income and capital gains attributable to accumulation shares will be capitalised.

The board of directors of the SICAV may declare and pay interim dividends in relation to distribution shares in all compartments, subject to the applicable laws and regulations.

Dividends may be paid in the currency chosen by the board of directors of the SICAV at the time and place of its choosing and at the exchange rate in force on the payment date. Any declared dividend that has not been claimed by its beneficiary within five years of its allocation may no longer be claimed and shall revert to the Company. No interest will be paid on a dividend declared by the Company and held by it or by any other representative authorised for this purpose by the Company, at the disposal of its beneficiary.

In exceptional circumstances, the board of directors of the SICAV may, at its sole discretion, allow an in-kind distribution on one or more securities held in the portfolio of a compartment, provided that such an in-kind distribution applies to all shareholders of the compartment concerned, notwithstanding the class of share held by the shareholder concerned. In such circumstances, the shareholders will receive a portion of the assets of the compartment assigned to the class of shares in proportion to the number of shares held by the shareholders of that class of shares.

Art. 31. Expenses borne by the Company. The Company shall be responsible for the payment of all of its operating expenses, in particular:

- fees and reimbursement of expenses to the board of directors of the SICAV;
- compensation of investment advisors, investment managers, the Management Company, the Custodian Bank, Central Administration, authorised representatives of the financial department, paying agents, independent authorised auditor, legal advisors of the Company as well as other advisors or agents which the Company may call upon;
- brokerage fees;
- the fees for the production, printing and distribution of the Prospectus, the key investor information document ("KIID"), and the annual and semi-annual reports;
- fees and expenses incurred in the set-up of the Company;
- taxes and duties, including the subscription tax and governmental rights related to its activity;
- insurance costs of the Company, its directors and managers;

- fees and expenses related to the Company's registration and continued registration with government organisations and Luxembourg and foreign stock exchanges;
- expenses for publication of the net asset value and the prices of subscription and redemption or any other document including the expenses for the preparation and printing in all languages deemed useful in the interest of the shareholders;
- expenses related to the sales and distribution of the shares of the Company including the marketing and advertising expenses determined in good faith by the board of directors of the SICAV of the Company;
- expenses related to the creation, hosting, maintenance and updating of the Company's Internet sites;
- legal expenses incurred by the Company or its Custodian Bank when acting in the interests of the Company's shareholders;
- all exceptional expenses, including, but without limitation, legal expenses, interests and the total amount of all taxes, duties, rights or any similar expenses imposed on the Company or its assets.

The Company is a single legal entity. The assets of a given compartment shall only be liable for the debts, liabilities and obligations concerning that compartment. Expenses that cannot be directly attributed to a particular compartment shall be spread across all compartments in proportion to the net assets of each compartment and shall be charged in priority against the revenues of the compartments.

The incorporation fees of the Company may be amortised over a maximum of five years starting from the launch date of the first compartment, in proportion to the number of operational compartments, at that time.

If a compartment is launched after the launch date of the Company, the set-up expenses for the launch of the new compartment shall be charged solely to that compartment and may be amortised over a maximum of five years from the compartment's launch date.

Section VI. - Liquidation / Merger

Art. 32. Liquidation of the Company. The Company may be dissolved by a resolution of the general meeting of shareholders acting in the same way as for an amendment to the Articles of Incorporation.

In the case of the Company's dissolution, the liquidation shall be managed by one or more liquidators appointed in accordance with the Luxembourg Law of 2010, the amended Law of 10 August 1915 on commercial companies and the present Company's Articles of Incorporation. The net proceeds from the liquidation of each compartment shall be distributed, in one or more payments, to shareholders in the class in question in proportion to the number of shares they hold in that class. In respect of the principle of equal treatment of shareholders, all or part of the net liquidation proceeds may be paid in cash or in kind in transferable securities and other assets held by the Company. An in-kind payment will require the prior approval of the shareholder concerned.

Amounts not claimed by shareholders at the close of liquidation shall be consigned with the Caisse de Consignation in Luxembourg. If not claimed within the legally prescribed period, the amounts thus consigned shall be forfeited.

If the Company's share capital falls below two-thirds of the minimum capital required, the directors must refer the question of dissolution of the Company to a general meeting of shareholders, for which no quorum shall be required and which shall decide by a simple majority of the shares validly cast.

If the Company's share capital falls below a quarter of the minimum capital required, the directors must refer the question of the Company's dissolution to a general meeting of shareholders, for which no quorum shall be required; dissolution may be decided by shareholders holding one quarter of the shares validly cast.

The meeting notice must be made in such a manner that the general meeting of shareholders is held within forty (40) days of the assessment that the net assets have fallen below two-thirds or one-quarter of the minimum share capital.

Art. 33. Liquidation of compartments or classes. The board of directors of the SICAV may decide to liquidate a compartment or a class of the Company, in the case where (1) the net assets of the compartment or of the class of the Company are lower than an amount deemed insufficient by the board of directors of the SICAV or (2) when there is a change in the economic or political situation relating to the compartment or to the class concerned or (3) economic rationalisation or (4) the interest of the shareholders of the compartment or of the class justifies the liquidation. The liquidation decision shall be notified to the shareholders of the compartment or of the class and the notice will indicate the reasons. Unless the board of directors of the SICAV decides otherwise in the interest of the shareholders or to ensure egalitarian treatment of shareholders, the shareholders of the compartment or of the class concerned may continue to request redemption or conversion of their shares, taking into consideration the estimated amount of the liquidation fees.

In the case of a liquidation of a compartment and in respect of the principle of equal treatment of shareholders, all or part of the net liquidation proceeds may be paid in cash or in-kind in transferable securities and other assets held by the compartment in question. An in-kind payment will require the prior approval of the shareholder concerned.

The net proceeds of liquidation may be distributed in one or more payments. The net proceeds of liquidation that cannot be distributed to shareholders or legal claimant at the time of closure of the liquidation of the compartment or of the class concerned shall be deposited at the Caisse de Consignation on behalf of their beneficiaries.

In addition, the board of directors of the SICAV may recommend the liquidation of a compartment or of a class to the general meeting of the shareholders of this compartment or of this class. The general meeting of the shareholders

will be held without a quorum requirement and the decisions taken will be adopted on simple majority of the votes expressed.

In the case of the liquidation of a compartment that would result in the Company ceasing to exist, the liquidation will be decided by a meeting of shareholders to which would apply the conditions of quorum and majority that apply for a modification of these Articles of Incorporation, as laid down in Article 32 above.

Art. 34. Merger of compartments. The board of directors of the SICAV may decide to merge compartments by applying the rules for merger of UCITS laid down in the Law of 2010 and its regulatory implementations. The board of directors of the SICAV may however decide that the decision to merge shall be passed to the general meeting of shareholders of the absorbed compartment(s). No quorum is required for this general meeting and the decisions shall be approved by simple majority of the votes validly cast.

If, following the merger of compartments, the Company ceases to exist, the merger shall be decided by the general meeting of shareholders held in the conditions of quorum and majority required for amending these Articles of Incorporation.

Art. 35. Forced conversion of one class of shares to another class of shares. In the same circumstances as those described in Article 33 above, the board of directors of the SICAV may decide to force the conversion of one class of shares to another class of shares of the same compartment. This decision and the related procedures are notified to the shareholders concerned by notice or publication in accordance with the provisions in the Prospectus. The publication will contain the information on the new class. The publication will be made at least one month before the forced conversion becomes effective in order to allow the shareholders to apply for redemption or conversion of their shares into other classes of shares of the same compartment or into classes of another compartment, without Redemption fees except for such fees if any that are paid to the Company as specified in the Prospectus, before the transaction becomes effective. At the end of this period, all remaining shareholders will be bound by the forced conversion.

Art. 36. Division of compartments. In the same circumstances as those described in Article 33 above, the board of directors of the SICAV may decide to reorganise a compartment by dividing it into several compartments of the Company. The division of a compartment may also be decided by the shareholders of the compartment that may be divided at a general meeting of the shareholders of the compartment in question. No quorum is required for this general meeting and the decisions shall be approved by simple majority of the votes validly cast.

Art. 37. Division of classes. In the same circumstances as those described in Article 33 above, the board of directors of the SICAV may decide to reorganise a class of shares by dividing it into several classes of shares of the Company. Such a division may be decided by the board of directors of the SICAV if needed in the best interest of the concerned shareholders. This decision and the related procedures for dividing the class are notified to the shareholders concerned by notice or publication in accordance with the provisions in the Prospectus. The publication will contain the information on the new classes thus created. The publication will be made at least one month before the division becomes effective in order to allow the shareholders to apply for redemption or conversion of their shares, without redemption or conversion fees, before the transaction becomes effective. At the end of this period, all remaining shareholders will be bound by the decision.

Section VII. - Amendments to the articles of incorporation - Applicable law

Art. 38. Amendments to the Articles of Incorporation. These Articles of Incorporation may be amended by a general meeting of shareholders subject to the quorum and majority conditions required under Luxembourg law. Any amendment to the Articles of Incorporation affecting the rights of shares belonging to a particular compartment in relation to the rights of shares belonging to other compartments, and any amendment to the Articles of Incorporation affecting the rights of shares in one class of shares in relation to the rights of shares in another class of shares, shall be subject to the quorum and majority conditions required by the amended Luxembourg Law of 10 August 1915 on commercial companies.

Art. 39. Applicable law. For any points not specified in these Articles of Incorporation, the parties shall refer to and be governed by the provisions of the Luxembourg Law of 10 August 1915 on commercial companies and its amendments, together with the Law of 2010.

Nothing else being on the agenda, the meeting was then adjourned at 2:30 pm, and these minutes signed by the members of the bureau and by the notary.

Whereof the present notarial deed was drawn up in Luxembourg-City, on the day named at the beginning of this document.

The document having been read to the appearing persons, all of whom are known to the notary by their names, surnames, civil status and residences, the said persons appearing signed together with us, the notary, the present original deed.

Signé: N. PIRES, I. BRANGBOUR, N. HOFFMANN, C. DELVAUX.

Enregistré à Redange/Attert le 14 mars 2012. Relation: RED/2012/338. Reçu soixante-quinze euros 75,00 €.

Le Receveur (signé): T. KIRSCH.

POUR EXPEDITION CONFORME, délivrée aux fins de dépôt au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg et aux fins de publication au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations.

Redange-sur-Attert, le 14 mars 2012.

Me Cosita DELVAUX.

Référence de publication: 2012033534/889.

(120043687) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 19 mars 2012.

Erdan Holding S.A., Société Anonyme Holding.

Siège social: L-1471 Luxembourg, 412F, route d'Esch.
R.C.S. Luxembourg B 11.812.

Messrs Shareholders are hereby convened to attend the

ANNUAL GENERAL MEETING

which will be held on *April 3, 2012* at 10.00 a.m. at the registered office, with the following agenda:

Agenda:

1. Submission of the management report of the Board of Directors and the report of the Statutory Auditor
2. Approval of the annual accounts and allocation of the results as at December 31, 2011
3. Discharge of the Directors and Statutory Auditor
4. Miscellaneous.

The Board of Directors.

Référence de publication: 2012032121/795/15.

Fuandre S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1471 Luxembourg, 412F, route d'Esch.
R.C.S. Luxembourg B 149.291.

Les actionnaires sont convoqués par le présent avis à

l'ASSEMBLEE GENERALE STATUTAIRE

qui se tiendra le *2 avril 2012* à 14.00 heures au siège social, avec l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. Rapport de gestion du Conseil d'Administration et rapport du Commissaire aux Comptes
2. Approbation des comptes annuels et affectation des résultats au 31 décembre 2011
3. Ratification de la cooptation d'un administrateur
4. Décharge aux Administrateurs et au Commissaire aux Comptes
5. Délibération et décision sur la dissolution éventuelle de la société conformément à l'article 100 de la loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales
6. Divers

Le Conseil d'Administration.

Référence de publication: 2012032122/795/18.

Totham S.A., Société Anonyme Soparfi.

Siège social: L-2311 Luxembourg, 3, avenue Pasteur.
R.C.S. Luxembourg B 37.022.

Le Conseil d'Administration a l'honneur de convoquer Messieurs les actionnaires par le présent avis, à

l'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

qui aura lieu le *2 avril 2012* à 14.00 heures au siège social, avec l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. Approbation des rapports du Conseil d'Administration et du Commissaire aux Comptes.
2. Approbation du bilan et du compte de profits et pertes au 31 décembre 2011, et affectation du résultat.
3. Décharge à donner aux Administrateurs et au Commissaire aux Comptes pour l'exercice de leur mandat au 31 décembre 2011.
4. Divers.

LE CONSEIL D'ADMINISTRATION.

Référence de publication: 2012032661/1023/16.

Innodis S.A., SPF, Société Anonyme - Société de Gestion de Patrimoine Familial.

Siège social: L-2311 Luxembourg, 3, avenue Pasteur.

R.C.S. Luxembourg B 24.077.

Le Conseil d'Administration a l'honneur de convoquer Messieurs les actionnaires par le présent avis, à

l'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

qui aura lieu le 3 avril 2012 à 10.00 heures au siège social, avec l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. Approbation des rapports du Conseil d'Administration et du Commissaire aux Comptes.
2. Approbation du bilan et du compte de profits et pertes au 31 décembre 2011, et affectation du résultat.
3. Décharge à donner aux Administrateurs et au Commissaire aux Comptes pour l'exercice de leur mandat au 31 décembre 2011.
4. Divers.

LE CONSEIL D'ADMINISTRATION.

Référence de publication: 2012032660/1023/16.

Cyclades Investments S.A., SPF, Société Anonyme - Société de Gestion de Patrimoine Familial.

Siège social: L-2311 Luxembourg, 3, avenue Pasteur.

R.C.S. Luxembourg B 75.504.

Le Conseil d'Administration a l'honneur de convoquer Messieurs les actionnaires par le présent avis, à

l'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

qui aura lieu le 2 avril 2012 à 10.30 heures au siège social, avec l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. Approbation des rapports du Conseil d'Administration et du Commissaire aux Comptes.
2. Approbation du bilan et du compte de profits et pertes au 31 décembre 2011, et affectation du résultat.
3. Décharge à donner aux Administrateurs et au Commissaire aux Comptes pour l'exercice de leur mandat au 31 décembre 2011.
4. Décision de la continuation de la société en relation avec l'article 100 de la législation des sociétés.
5. Nominations statutaires.
6. Divers.

LE CONSEIL D'ADMINISTRATION.

Référence de publication: 2012032659/1023/18.

UBS Australian Bond Income, Fonds Commun de Placement.

L'acte modificatif au règlement de gestion de UBS Australian Bond Income au 29 mars 2012 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Global Funds Management S.A.

Référence de publication: 2012031372/9.

(120040910) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 13 mars 2012.

West Fields Consolidated S.A., SPF, Société Anonyme - Société de Gestion de Patrimoine Familial.

Siège social: L-1471 Luxembourg, 412F, route d'Esch.

R.C.S. Luxembourg B 19.460.

Les actionnaires sont convoqués par le présent avis à

l'ASSEMBLEE GENERALE STATUTAIRE

qui aura lieu le 2 avril 2012 à 16.00 heures au siège social, avec l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. Rapport de gestion du Conseil d'Administration et rapport du Commissaire aux Comptes
2. Approbation des comptes annuels et affectation des résultats au 31 décembre 2011
3. Décharge aux Administrateurs et au Commissaire aux Comptes

4. Nominations Statutaires
5. Divers

Le Conseil d'Administration.

Référence de publication: 2012032128/795/16.

Traveling S.A., SPF, Société Anonyme - Société de Gestion de Patrimoine Familial.

Siège social: L-1471 Luxembourg, 412F, route d'Esch.

R.C.S. Luxembourg B 63.335.

Les actionnaires sont convoqués par le présent avis à

l'ASSEMBLEE GENERALE STATUTAIRE

qui lieu le 2 avril 2012 à 10.00 heures au siège social, avec l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. Rapport de gestion du Conseil d'Administration et rapport du Commissaire aux Comptes
2. Approbation des comptes annuels et affectation des résultats au 31 décembre 2011
3. Décharge aux Administrateurs et au Commissaire aux Comptes
4. Divers.

Le Conseil d'Administration.

Référence de publication: 2012032127/795/15.

Southern Participations S.A., SPF, Société Anonyme - Société de Gestion de Patrimoine Familial.

Siège social: L-1471 Luxembourg, 412F, route d'Esch.

R.C.S. Luxembourg B 35.096.

Les actionnaires sont convoqués par le présent avis à

l'ASSEMBLEE GENERALE STATUTAIRE

qui aura lieu le 2 avril 2012 à 9.00 heures au siège social, avec l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. Rapport de gestion du Conseil d'Administration et rapport du Commissaire aux Comptes
2. Approbation des comptes annuels et affectation des résultats au 31 octobre 2011
3. Décharge aux Administrateurs et au Commissaire aux Comptes
4. Divers.

Le Conseil d'Administration.

Référence de publication: 2012032126/795/15.

Société de Participations Financières Maruh S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1471 Luxembourg, 412F, route d'Esch.

R.C.S. Luxembourg B 110.595.

Les actionnaires sont convoqués par le présent avis à

l'ASSEMBLEE GENERALE STATUTAIRE

qui aura lieu le 3 avril 2012 à 10.00 heures au siège social, avec l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. Rapport de gestion du Conseil d'Administration et rapport du Commissaire aux Comptes
2. Approbation des comptes annuels et affectation des résultats au 31 décembre 2011
3. Décharge aux Administrateurs et au Commissaire aux Comptes
4. Divers

Le Conseil d'Administration.

Référence de publication: 2012032125/795/15.

UBS Australian Bond Income, Fonds Commun de Placement.

Le règlement de gestion de UBS Australian Bond Income consolidé au 29 mars 2012 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Global Funds Management S.A.

Référence de publication: 2012031373/9.

(120040911) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 13 mars 2012.

Geram International Holding S.A., Société Anonyme Soparfi.

Siège social: L-1471 Luxembourg, 412F, route d'Esch.

R.C.S. Luxembourg B 19.372.

Les actionnaires sont convoqués par le présent avis à

l'ASSEMBLEE GENERALE STATUTAIRE REPORTEE

qui se tiendra le 2 avril 2012 à 10.00 heures au siège social, avec l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. Rapport de gestion du Conseil d'Administration et rapport du Commissaire aux Comptes
2. Approbation des comptes annuels et affectation des résultats au 30 septembre 2011
3. Décharge aux Administrateurs et au Commissaire aux Comptes
4. Nominations Statutaires
5. Divers

Le Conseil d'Administration.

Référence de publication: 2012032123/795/16.

ECRO III S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 100.000,00.

Siège social: L-1118 Luxembourg, 23, rue Aldringen.

R.C.S. Luxembourg B 166.093.

Extrait des résolutions prises par l'associé unique

L'associé unique de la Société a pris les résolutions suivantes:

- Nomination de Monsieur Jens Höllermann, employé privé, né le 26 juillet 1971, à Oberhausen, Allemagne, résidant professionnellement au 47, avenue J.F. Kennedy, L-1855 Luxembourg, en qualité de gérant de la Société et pour une durée illimitée (en remplacement de Monsieur Andreas Demmel, démissionnaire) avec effet au 14 février 2012.

- Nomination de Monsieur Stefan Holmér, employé privé, né le 19 mars 1961, à Hagersten, Suede, résidant professionnellement au 23, rue Aldringen, L-1118 Luxembourg, avec effet au 1^{er} janvier 2012

Le conseil de gérance de la Société se compose dorénavant comme suit:

- M. Michael Newton;
- M. Karl Heinz Horrer;
- M. Ganash Lokanathen;
- M. Jens Höllermann; et
- M. Stefan Holmér.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour Ecro III S.à r.l.

Signature

Un mandataire

Référence de publication: 2012025696/25.

(120032534) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 24 février 2012.

Delta Planet Investment S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-8070 Bertrange, 10B, rue des Mérovingiens.

R.C.S. Luxembourg B 144.075.

Statuts coordonnés déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 16 février 2012.

Référence de publication: 2012021860/10.

(120028361) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 16 février 2012.

**Anchorage Capital Luxembourg S.à r.l., Société à responsabilité limitée,
(anc. Anchorage Capital Partners Luxembourg S.à r.l.).**

Siège social: L-1150 Luxembourg, 291, route d'Arlon.

R.C.S. Luxembourg B 164.466.

Statuts coordonnés, suite à l'assemblée générale extraordinaire reçue par Maître Francis KESSELER, notaire de résidence à Esch/Alzette, en date du 3 novembre 2011, déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Esch/Alzette, le 5 décembre 2011.

Francis KESSELER

NOTAIRE

Référence de publication: 2012022345/14.

(120028880) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 17 février 2012.

Chanblue, Société Civile, Société Civile.

Siège social: L-1468 Luxembourg, 14, rue Erasme.

R.C.S. Luxembourg E 3.217.

Le présent document est établi en vue de mettre à jour les informations inscrites auprès du Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg.

Les associés de la Société sont désormais les suivants:

- Monsieur Jean MEDERNACH
- Monsieur Guy HARLES
- Monsieur Paul MOUSEL
- Monsieur Claude KREMER
- Monsieur Louis BERNS
- Monsieur Philippe DUPONT
- Monsieur François KREMER
- Madame Joëlle BADEN
- Madame Sophie WAGNER-CHARTIER
- Monsieur Eric FORT
- Madame Isabelle LEBBE
- Monsieur Pierre BEISSEL
- Monsieur Olivier PETERS
- Monsieur Jean-Marc UEBERECKEN
- Monsieur Christian POINT

- Arlvest SA Holding, une société anonyme, constituée et régie selon les lois du Grand-Duché de Luxembourg, ayant son siège social à l'adresse suivante: 14, rue Erasme, L-1468 Luxembourg, immatriculée auprès du Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 74.573.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 16 février 2012.

CHANBLUE, SOCIETE CIVILE

Signature

Référence de publication: 2012021839/32.

(120028423) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 16 février 2012.

Goya Airports S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 18.000,00.

Siège social: L-2453 Luxembourg, 19, rue Eugène Ruppert.

R.C.S. Luxembourg B 163.774.

Statuts coordonnés déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Echternach, le 14 février 2012.

Référence de publication: 2012021933/11.

(120028153) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 16 février 2012.

Rockstone S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1724 Luxembourg, 29, boulevard du Prince Henri.

R.C.S. Luxembourg B 65.977.

EXTRAIT

Lors du conseil d'administration du 16 février 2012, le conseil a pris entre autres, les résolutions suivantes:

Adresse de Mr Jean Lutgen est remplacée du 47, Grand-Rue L-1661 Luxembourg au 15, avenue de la Porte Neuve L-2227 Luxembourg

Le mandat d'administrateur de la société ARMOR a pris fin suite à la liquidation de la société le 8 décembre 2011.

Le siège social de la société est transféré avec effet immédiat du 63-65, Rue de Merl L-2146 Luxembourg au 29, boulevard Prince Henri L-1724 Luxembourg

L'adresse du commissaire au compte est transférée du 63-65, Rue de Merl L-2146 Luxembourg au 29, boulevard Prince Henri L-1724 Luxembourg

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2012022732/17.

(120028664) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 17 février 2012.

Merrill International Holdings S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: USD 20.004,00.

Siège social: L-2522 Luxembourg, 6, rue Guillaume Schneider.

R.C.S. Luxembourg B 162.197.

In the year two thousand and twelve, on the thirty-first day of January.

Before Maître Francis Kessler, notary established in Esch-sur-Alzette, Grand-Duchy of Luxembourg.

There appeared:

Merrill Ventures, Inc., a corporation having its registered office at 1 Merrill Circle, St. Paul, Minnesota 55108, United States of America, registered with the Secretary of State for the State of Minnesota under number 10Q-714 (the "Sole Shareholder");

represented here by Mrs. Sofia Afonso Da-Chao Conde, notary clerk, with professional address at 5, rue Zénon Bernard, L-4030 Esch-sur-Alzette, Grand-Duchy of Luxembourg, by virtue of a proxy given under private seal.

Such proxy having been signed "ne varietur" by the proxy-holder acting on behalf of the appearing party and the undersigned notary, shall remain attached to this deed to be filed with it with the registration authorities.

The appearing party, represented as stated here above, has requested the undersigned notary to record as follows:

I.- The appearing party is the sole shareholder of Merrill International Holdings S.à r.l., a private limited liability company ("société à responsabilité limitée") organized and existing under the laws of Luxembourg, with its registered address at 6, rue Guillaume Schneider, L-2522 Luxembourg, Grand-Duchy of Luxembourg, registered with the Luxembourg Trade and Companies' Register under number B 162.197 (the "Company"), incorporated by a deed enacted by the undersigned notary on 28 June 2011, published in the "Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations" dated 23 September 2011 number 2260. The articles of association of the Company have not been amended since.

II.- The 20,000 (twenty thousand) shares with a nominal value of USD 1 (one United States Dollar) each, representing the whole share capital of the Company, are represented so that the meeting can validly decide on all the items of the agenda of which the Sole Shareholder expressly states having been duly informed beforehand.

III.- The agenda of the meeting is the following:

Agenda

1. Waiving of notice right;

2. Increase of the share capital of the Company by an amount of USD 4 (four United States Dollars) so as to raise it from its current amount of USD 20,000 (twenty thousand United States Dollars) to USD 20,004 (twenty thousand four United States Dollars) by the issuance of 4 (four) new shares with a nominal value of USD 1 (one United States Dollar) each, subject to the payment of a global share premium in an amount of USD 2,059,996.00 (two million fifty nine thousand nine hundred ninety six United States Dollars), of which USD 2,000.40 (two thousand United States Dollars and forty Cents) shall be allocated to the legal reserve, the whole to be fully paid up through contributions in kind consisting of shares in Merrill Brink International Ltd., Merrill Corporation Ltd., Smith Bernal Group Ltd. and Wordwave International Pty Limited;

3. Subscription and payment by Merrill Ventures, Inc. of the 4 (four) new shares by way of contributions in kind;

4. New composition of the shareholding of the Company;

5. Amendment of the first paragraph of article 8 of the articles of association of the Company;

6. Limitation of the duration of the Company and related amendment of article 5 of the articles of association of the Company; and

7. Miscellaneous.

After the foregoing was approved by the Sole Shareholder, the following resolutions have been taken:

First resolution:

It is resolved that the Sole Shareholder waives its right to the prior notice of the current meeting, acknowledges being sufficiently informed on the agenda, considers being validly convened and therefore agrees to deliberate and vote upon all the items of the agenda. It is further resolved that all the relevant documentation has been put at the disposal of the Sole Shareholder within a sufficient period of time in order to allow it to examine carefully each document.

Second resolution:

It is resolved to increase the share capital of the Company by an amount of USD 4 (four United States Dollars) so as to raise it from its current amount of USD 20,000 (twenty thousand United States Dollars) to USD 20,004 (twenty thousand four United States Dollars) by the issuance of 4 (four) new shares with a nominal value of USD 1 (one United States Dollar) each (the "New Shares"), to be fully paid up through contributions in kind as described below (the "Contributions"), subject to the payment of a global share premium amounting to USD 2,059,996.00 (two million fifty nine thousand nine hundred ninety six United States Dollars) payable on the share premium account of the Company (the "Share Premium"), out of which USD 2,000.40 (two thousand United States Dollars and forty Cents) shall be allocated to the legal reserve.

Third resolution:

It is resolved to accept the subscription and the payment by the Sole Shareholder of the New Shares and the Share Premium through the Contributions as described below.

Intervention – Subscription – Payment

Thereupon intervenes the Sole Shareholder, here represented by Mrs. Sofia Afonso Da-Chao Conde, prenamed, by virtue of a proxy given under private seal who declares to subscribe to the New Shares. The New Shares and the Share Premium have been fully paid up by the Sole Shareholder through the Contributions as described below.

Description of the Contributions

The Contributions made by the Sole Shareholder, in exchange for the issuance of the New Shares and the payment of the Share Premium, are composed of:

- 2,175 (two thousand one hundred and seventy-five) shares, representing 1% (one per cent) of the total issued and outstanding shares, in Merrill Brink International Ltd., a private company organized and existing under the laws of Ireland, having its registered office at Unit 2B, Ballybrit Business Park, Galway, Ireland, registered with registration number 283658 ("Merrill Brink") (the "Merrill Brink Contribution");

- 1 (one) share, representing 1% (one per cent) of the total issued and outstanding shares, in Merrill Corporation Ltd., a private company organized and existing under the laws of England, having its registered office at 101 Finsbury Pavement, London EC2A 1ER, United Kingdom, registered with the Companies House under number 03829230 ("Merrill UK") (the "Merrill UK Contribution");

- 46,316 (forty six thousand three hundred sixteen) of the ordinary A shares and 6,316 (six thousand three hundred sixteen) of the ordinary B shares, representing 1% (one per cent) of the total issued and outstanding shares, in Smith Bernal Group Ltd., a private company organized and existing under the laws of England, having its registered office at 101 Finsbury Pavement, London EC2A 1ER, United Kingdom, registered with the Companies House under number 03032594 ("Smith Bernal") (the "Smith Bernal Contribution"); and

- 1 (one) share, representing 1% (one per cent) of the total issued and outstanding shares, in Wordwave International Pty Limited, a proprietary company limited by shares organized and existing under the laws of Australia, having its registered office at Level 4, 190 Queen Street, Melbourne, Victoria 3000, Australia, registered with registration number ACN 082 896 080 (“Wordwave”) (the “Wordwave Contribution”).

Valuation

The Contributions are valued at an aggregate amount of USD 2,060,000.00 (two million sixty thousand United States Dollars) as follows:

- The Merrill Brink Contribution is valued at USD 60,000.00 (sixty thousand United States Dollars);
 - The Merrill UK Contribution is valued at USD 1,650,000.00 (one million six hundred fifty thousand United States Dollars);
 - The Smith Bernal Contribution is valued at USD 330,000.00 (three hundred thirty thousand United States Dollars);
- and
- The Wordwave Contribution is valued at USD 20,000.00 (twenty thousand United States Dollars).

Such valuation has been approved by the managers of the Company pursuant to a statement of contribution value dated 31 January 2012 and which shall remain annexed to this deed to be submitted with it to the formality of registration.

The value of the Contributions to be contributed is in the process of being definitely determined at the time of this extraordinary general meeting.

The valuation being in the process of finalisation, it might have an impact on the net value of the Contributions. In such case, only the Share Premium shall be adjusted accordingly, by virtue of a Sole Shareholder’s meeting to be held under private seal.

Evidence of the Contributions’ existence

A proof of the existence of the Contributions has been given to the Company.

Managers’ intervention

Thereupon intervene:

- a) Mr. Patrick Moinet, with professional address at 16, Avenue Pasteur, L-2310 Luxembourg, Grand-Duchy of Luxembourg, category B manager;
- b) Mr. Benoit Bauduin, with professional address at 16, Avenue Pasteur, L-2310 Luxembourg, Grand-Duchy of Luxembourg, category B manager;
- c) Mr. Olivier Liegeois, with professional address at 16, Avenue Pasteur, L-2310 Luxembourg, Grand-Duchy of Luxembourg, category B manager;
- d) Mrs. Brenda Vale, with professional address at 1 Merrill Circle, St. Paul, Minnesota 55108, United States of America, category A manager; and
- e) Mr. Robert Nazarian, with professional address at 1 Merrill Circle, St. Paul, Minnesota 55108, United States of America, category A manager;

all represented here by Mrs. Sofia Afonso Da-Chao Conde, prenamed, by virtue of a proxy contained in the above statement of contribution value.

Acknowledging having been previously informed of the extent of their responsibility, legally bound as managers of the Company by reason of the Contributions, expressly agree with the description of these Contributions, with their valuation, and confirm the validity of the subscription and payment.

Fourth resolution:

As a consequence of the foregoing statements and resolutions, the shareholding of the Company is now composed of:

- Merrill Ventures, Inc.: 20,004 (twenty thousand four) shares.

The notary acts that the 20,004 (twenty thousand four) shares representing the whole share capital of the Company, are represented so that the meeting can validly decide on the resolution to be taken below.

Fifth resolution:

As a consequence of the foregoing statements and resolutions and the Contributions having been fully carried out, it is resolved to amend the first paragraph of article 8 of the Company’s articles of association so as to read as follows:

“ **Art. 8.** The capital is set at USD 20,004 (twenty thousand four United States Dollars) divided into 20,004 (twenty thousand four) shares of USD 1 (one United States Dollar) each.”

No other amendment is to be made to this article.

Sixth resolution:

It is resolved to change the duration of the Company from an unlimited duration to a limited duration of 29 (twenty-nine) years as of the date of the present deed and amend article 5 of the Company's articles of association as follows:

“ **Art. 5.** The Company is formed for a limited period of time and shall expire on 31 January 2041.”

Estimate of costs

The costs, expenses, fees and charges, in whatsoever form, which are to be borne by the Company or which shall be charged to it in connection with the Contributions, have been estimated at about three thousand euros (€ 3,000.-).

There being no further business before the meeting, the same was thereupon closed.

Whereof, the present notarial deed was drawn up in Esch-sur-Alzette on the day named at the beginning of this document.

The document having been read to the proxy-holder of the person appearing, such proxy-holder of the person appearing signed together with us, the notary, the present original deed.

The undersigned notary who understands and speaks English states herewith that on request of the above appearing person, the present deed is worded in English followed by a French translation. On request of the same appearing person and in case of discrepancies between the English and the French text, the English version will prevail.

Suit la version française du texte qui précède

L'an deux mille douze, le trente-et-unième jour de janvier.

Par devant Maître Francis Kessler, notaire de résidence à Esch-sur-Alzette, Grand-Duché de Luxembourg.

A comparu:

Merrill Ventures Inc., une société ayant son siège social sis au 1 Merrill Circle, St. Paul, Minnesota 55108, Etats-Unis d'Amérique, immatriculée auprès du Secrétaire d'Etat de l'Etat du Minnesota sous le numéro 10Q-714 (l'«Associé Unique»);

ici dûment représenté par Mme. Sofia Afonso Da-Chao Conde, clerc de notaire, avec adresse professionnelle sise au 5, rue Zénon Bernard, L-4030 Esch-sur-Alzette, Grand-Duché de Luxembourg, en vertu d'une procuration donnée sous seing privé.

Ladite procuration ayant été signée «ne varietur» par le mandataire agissant au nom de la partie comparante et le notaire soussigné, restera annexée au présent acte pour être soumise avec celui-ci aux autorités de l'enregistrement.

La partie comparante, ainsi représentée, a requis le notaire soussigné d'acter ce qui suit:

I.- La partie comparante est l'associé unique de Merrill International Holdings S.à r.l., une société à responsabilité limitée constituée et existante selon le droit luxembourgeois, ayant son siège social sis au 6, rue Guillaume Schneider, L-2522 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, immatriculée auprès du Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 162.197 (la «Société»), constituée par acte notarié du notaire soussigné, du 28 juin 2011, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations daté du 23 septembre 2011 numéro 2260. Les statuts de la Société n'ont pas été modifiés depuis lors.

II.- Que les 20.000 (vingt mille) parts sociales d'une valeur nominale de 1 USD (un Dollar Américain) chacune, représentant l'intégralité du capital social de la Société, sont représentées de sorte que l'assemblée peut valablement se prononcer sur tous les points figurant à l'ordre du jour dont l'Associé Unique reconnaît expressément avoir été dûment informé auparavant.

III.- L'ordre du jour de l'assemblée est le suivant:

Ordre du jour

1. Renonciation au droit de convocation préalable;

2. Augmentation du capital social de la Société par un montant de 4 USD (quatre Dollars Américains) afin de le porter de son montant actuel de 20.000 USD (vingt mille Dollars Américains) à 20.004 USD (vingt mille quatre Dollars Américains) par l'émission de 4 (quatre) nouvelles parts sociales d'une valeur nominale de 1 USD (un Dollar Américain) chacune, moyennant le paiement d'une prime d'émission d'un montant total de 2.059.996 USD (deux millions cinquante-neuf mille neuf cent quatre-vingt-seize Dollars Américains) dont un montant de 2.000,40 USD (deux mille Dollars Américains et quarante Cents) sera alloué à la réserve légale, le tout devant être intégralement libéré par des apports en nature de parts sociales des sociétés Merrill Brink International Ltd., Merrill Corporation Ltd., Smith Bernal Group Ltd. et Wordwave International Pty Limited.;

3. Souscription et paiement par Merrill Ventures, Inc. des 4 (quatre) nouvelles parts sociales par des apports en nature;

4. Nouvelle composition de l'actionariat de la Société;

5. Modification du premier paragraphe de l'article 8 des statuts de la Société;

6. Limitation de la durée de la Société et modification corrélative de l'article 5 des statuts de la Société; et

7. Divers.

Suite à l'approbation de ce qui précède par l'Associé Unique, les résolutions suivantes ont été adoptées:

Première résolution:

Il est décidé que l'Associé Unique renonce à son droit de convocation préalable à la présente assemblée, reconnaît avoir été suffisamment informé de l'ordre du jour et considère avoir été valablement convoqué et en conséquence accepte de délibérer et de voter sur tous les points portés à l'ordre du jour. Il est en outre décidé que l'ensemble de la documentation pertinente a été mise à la disposition de l'Associé Unique dans un laps de temps suffisant afin de lui permettre un examen attentif de chaque document.

Deuxième résolution:

Il est décidé d'augmenter le capital social de la Société, par un montant de 4 USD (quatre Dollars Américains) afin de le porter de son montant actuel de 20.000 USD (vingt-mille Dollars Américains) à 20.004 USD (vingt mille quatre Dollars Américains) par l'émission de 4 (quatre) nouvelles parts sociales d'une valeur nominale de 1 USD (un Dollar Américain) chacune (les «Nouvelles Parts Sociales»), le tout devant être entièrement libéré par voie d'apports en nature tels que définis ci-après (les «Apports») moyennant le paiement d'une prime d'émission d'un montant total de 2.059.996 USD (deux millions cinquante-neuf mille neuf cent quatre-vingt seize Dollars Américains) à verser sur le compte de prime d'émission de la Société (la «Prime d'Emission») dont un montant de 2.000,40 USD (deux mille Dollars Américains et quarante Cents) sera alloué à la réserve légale.

Troisième résolution:

Il est décidé d'accepter la souscription et le paiement par l'Associé Unique des Nouvelles Parts Sociales et de la Prime d'Emission au moyen des Apports décrit ci-dessous.

Intervention – Souscription – Paiement

Intervient ensuite l'Associé Unique, ici représenté par Mme Sofia Afonso Da-Chao Conde, précitée, en vertu d'une procuration sous seing privé qui déclare souscrire aux Nouvelles Parts Sociales. Les Nouvelles Parts Sociales et la Prime d'Emission ont été entièrement libérées par l'Associé Unique au moyen des Apports décrit ci-après.

Description des Apports

Les Apports fait par l'Associé Unique en échange de l'émission des Nouvelles Parts Sociales et du paiement de la Prime d'Emission sont composés de

- 2.175 (deux mille cent soixante-quinze) parts sociales représentant 1% (un pour cent) de la totalité des parts sociales émises dans Merrill Brink International Ltd., une société organisée selon les lois de l'Irlande, ayant son siège social sis au Unit 2B, Ballybrit Business Park, Galway, Irlande, enregistrée sous le numéro 283658 («Merrill Brink») (l'«Apport de Merrill Brink»);

- 1 (une) part sociale représentant 1% (un pour cent) de la totalité des parts sociales émises dans Merrill Corporation Ltd. une société organisée selon les lois de l'Angleterre, ayant son siège social sis au 101 Finsbury Pavement, Londres, EC2A 1ER, Royaume-Uni, enregistrée auprès du Companies House sous le numéro 03829230 («Merrill UK») (l'«Apport de Merrill UK»);

- 46.316 (quarante-six mille trois cent seize) parts sociales ordinaires A et 6.316 (six mille trois cent seize) parts sociales ordinaires B représentant 1% (un pour cent) de la totalité des parts sociales émises dans Smith Bernal Group Ltd., une société organisée selon les lois de l'Angleterre, ayant son siège social sis au 101 Finsbury Pavement, Londres, EC2A 1ER, Royaume-Uni, enregistrée auprès du Companies House sous le numéro 03032594 («Smith Bernal») (l'«Apport de Smith Bernal»); et

- 1 (une) part sociale représentant 1% (un pour cent) de la totalité des parts sociales émises dans Wordwave International Pty Limited, une société organisée selon les lois de l'Australie, ayant son siège social sis au Level 4, 190 Queen Street, Melbourne, Victoria 3000, Australie, enregistrée sous le numéro ACN 082 896 080 («Wordwave») (l'«Apport de Wordwave»).

Evaluation

Les Apports sont évalués à un montant total de 2.060.000 USD (deux millions soixante mille Dollars Américains) de la manière suivante:

- L'Apport de Merrill Brink est évalué à 60.000 USD (soixante mille Dollars Américains);
- L'Apport de Merrill UK est évalué à 1.650.000 USD (un million six cent cinquante mille Dollars Américains);
- L'Apport de Smith Bernal est évalué à 330.000 USD (trois cent trente mille Dollars Américains); et
- L'apport de Wordwave est évalué à 20.000 USD (vingt mille Dollars Américains).

Cette évaluation a été approuvée par les gérants de la Société conformément à une déclaration sur la valeur de l'apport datée du 31 janvier 2012, laquelle restera annexée à cet acte pour être soumise avec celui-ci aux formalités d'enregistrement.

La valeur des Apports apportés est en cours d'être définitivement arrêtée à la date de cette assemblée générale extraordinaire.

L'évaluation étant en cours de finalisation, il se peut que cela ait un impact sur la valeur nette des Apports. Dans ce cas, seule la Prime d'Emission sera ajustée en conséquence, par une assemblée de l'Associé Unique tenue sous seing privé.

Preuve de l'existence des Apports

Preuve de l'existence des Apports a été donnée à la Société.

Intervention des gérants

Interviennent ensuite:

a) M. Patrick Moinet, ayant son adresse professionnelle au 16, Avenue Pasteur, L-2310 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, gérant de catégorie B;

b) M. Benoit Bauduin, ayant son adresse professionnelle au 16, Avenue Pasteur, L-2310 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, gérant de catégorie B;

c) M. Olivier Liegeois, ayant son adresse professionnelle au 16, Avenue Pasteur, L-2310 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, gérant de catégorie B;

d) Mme Brenda Vale, ayant son adresse professionnelle au 1 Merrill Circle, St. Paul, Minnesota 55108, Etats-Unis d'Amérique, gérant de catégorie A; et

e) M. Robert Nazarian, ayant son adresse professionnelle au 1 Merrill Circle, St. Paul, Minnesota 55108, Etats-Unis d'Amérique, gérant de catégorie A,

tous représentés par Mme Sofia Afonso Da-Chao Conde, prénommée, en vertu d'une procuration contenue dans la déclaration sur la valeur de l'apport.

Reconnaissent avoir été préalablement informés de l'étendue de leur responsabilité, engagés juridiquement en tant que gérants de la Société en raison des Apports, consentent expressément avec la description des Apports, avec leurs évaluations, et confirment la validité de la souscription et du paiement.

Quatrième résolution:

En conséquence des déclarations et résolutions précédentes, l'actionnariat de la Société est désormais composé de:

- Merrill Ventures Inc.: 20.004 (vingt mille quatre) parts sociales.

Le notaire atteste que les 20.004 (vingt mille quatre) parts sociales représentant le capital social total de la Société, sont représentées de telle sorte que l'assemblée peut valablement décider de la résolution à prendre ci-dessous.

Cinquième résolution:

En conséquence des déclarations et résolutions précédentes, et les Apports ayant été entièrement libérés, il est décidé de modifier le premier paragraphe de l'article 8 des statuts de la Société pour lui donner la teneur suivante:

« **Art. 8.** Le capital social est fixé à 20.004 USD (vingt mille quatre Dollars Américains) divisé en 20.004 (vingt mille quatre) parts sociales d'une valeur nominale de 1 USD (un Dollar Américain) chacune.»

Aucune autre modification ne sera faite à cet article.

Sixième résolution:

Il est décidé de modifier la durée de la Société d'une durée illimitée à une durée limitée de 29 (vingt-neuf) années à compter de la date du présent acte et de modifier l'article 5 des statuts de la Société de la manière suivante:

« **Art. 5.** La Société est constituée pour une durée limitée et expirera le 31 janvier 2041.»

Estimation des frais

Les coûts, frais, taxes et charges, sous quelque forme que ce soit, devant être supportés par la Société ou devant être payés par elle en rapport avec les Apports, ont été estimés à trois mille euros (€ 3.000,-).

Aucun autre point n'ayant été soulevé, l'assemblée a été clôturée.

A la suite de laquelle le présent acte notarié a été dressé à Esch-sur-Alzette, au jour figurant en tête de ce document.

Lecture ayant été faite de ce document au mandataire de la partie comparante, ce mandataire de la partie comparante a signé avec nous, notaire, l'original du présent acte.

Le notaire soussigné, qui comprend et parle anglais, déclare que, sur demande de la partie comparante, le présent acte est établi en anglais suivi d'une traduction en français. Sur demande de la même partie comparante et en cas de divergences entre les textes anglais et français, la version anglaise prévaudra.

Signé: Conde, Kessler.

Enregistré à Esch/Alzette Actes Civils, le 10 février 2012. Relation: EAC/2012/1923. Reçu soixante-quinze euros 75,00 €

Le Receveur (signé): Santioni A.

POUR EXPEDITION CONFORME.

Référence de publication: 2012023131/294.

(120029476) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 20 février 2012.

Bifica Real Estate Investment S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2661 Luxembourg, 42, rue de la Vallée.

R.C.S. Luxembourg B 122.724.

L'an deux mille onze, le vingt-sept décembre.

Par-devant Maître Henri Hellinckx, notaire de résidence à Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg.

ONT COMPARU:

INVERSIONES CAMARMA, S.L., une société de droit espagnol, domiciliée à Carretera de Alcalá de Henares, à Camarma de Esteruelas, km. 4.900, Espagne,

ici représentée par Madame Solange Wolter-Schieres, employée privée, demeurant professionnellement à Luxembourg, en vertu d'une procuration sous seing privé.

INVESTMENT AND TECNOLOGI S.A., une société de droit luxembourgeois, domiciliée au 42, rue de la Vallée, L-2661 Luxembourg,

ici représentée par Madame Solange Wolter-Schieres, employée privée, demeurant professionnellement à Luxembourg, en vertu d'une procuration sous seing privé.

Lesquelles procurations resteront, après avoir été signées «ne varietur» par les comparants et le notaire instrumentant, annexées aux présentes pour être formalisées avec elles.

Lesquels, représentés comme dit-est, ont requis le notaire instrumentant d'acter ce qui suit:

- Qu'ils sont les seuls associés actuels de la société Bifica Real Estate Investment S.à r.l., une société à responsabilité limitée de droit luxembourgeois, ayant son siège social à L-2661 Luxembourg, 42, rue de la Vallée, immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 122.724, constituée suivant acte reçu par le notaire instrumentant, alors de résidence à Mersch, en date du 12 décembre 2006, publié au Mémorial Recueil des Société et Associations C (le «Mémorial») numéro 190 du 15 février 2007 et dont les statuts ont été modifiés suivant acte reçu par le notaire instrumentant en date du 16 décembre 2011, non encore publié au Mémorial.

- Qu'ils ont pris les résolutions suivantes:

Première résolution

Les associés décident d'augmenter le capital social à concurrence d'un montant de EUR 108.655.500,- (cent huit millions six cent cinquante-cinq mille cinq cents Euros) pour le porter de son montant actuel de EUR 199.742,27 (cent quatre-vingt-dix-neuf mille sept cent quarante-deux Euros et vingt-sept cents) à EUR 108.855.242,27 (cent huit millions huit cent cinquante-cinq mille deux cent quarante-deux Euros et vingt-sept cents) par l'émission de 10.865.550.000 (dix milliards huit cent soixante-cinq millions cinq cent cinquante mille) parts sociales nouvelles d'une valeur nominale de EUR 0,01 (un cent) chacune.

Deuxième résolution

Les associés décident d'approuver et d'acter la souscription des nouvelles parts sociales comme suit:

- deux milliards sept cent seize millions trois cent quatre-vingt-sept mille cinq cents (2.716.387.500) parts sociales par INVERSIONES CAMARMA, S.L., prédésignée,

- huit milliards cent quarante-neuf millions cent soixante-deux mille cinq cents (8.149.162.500) parts sociales par INVESTMENT AND TECNOLOGI S.A., prédésignée.

Souscription - Libération

Ensuite, la société INVERSIONES CAMARMA, S.L., prédésignée, représentée comme dit ci-avant, déclare souscrire aux deux milliards sept cent seize millions trois cent quatre-vingt-sept mille cinq cents (2.716.387.500) parts sociales nouvelles et les libérer intégralement par un apport en nature consistant en 8.321.688 (huit millions trois cent vingt et un mille six cent quatre-vingt-huit) actions de la société I-TEK INVERSIONES Y SISTEMAS S.L. ayant son siège social à Camarma d'Esteruelas (Madrid), Espagne et enregistrée au Registre de Commerce de Madrid, à la Hoja -471035, Tomo 26132, Folio 209.

Ensuite, la société INVESTMENT AND TECNOLOGI S.A., prédésignée, représentée comme dit ci-avant, déclare souscrire aux huit milliards cent quarante-neuf millions cent soixante-deux mille cinq cents (8.149.162.500) parts sociales nouvelles et les libérer intégralement par un apport en nature consistant en 24.958.077 (vingt-quatre millions neuf cent cinquante-huit mille soixante-dix-sept) actions de la société I-TEK INVERSIONES Y SISTEMAS S.L. ayant son siège social à Camarma d'Esteruelas (Madrid), Espagne et enregistrée au Registre de Commerce de Madrid, à la Hoja -471035, Tomo 26132, Folio 209.

Les trente-trois millions deux cent soixante-dix-neuf mille sept cent soixante-cinq (33.279.765) actions apportées sont entièrement libérées et l'apport total est évalué à cent huit millions six cent cinquante-cinq mille cinq cents Euros (EUR 108.655.500,-) dont la totalité sera utilisée afin d'augmenter le capital de la Société.

L'existence et la valeur de l'apport sont certifiées par un certificat émis à la date du 22 décembre 2011 par la société I-TEK INVERSIONES Y SISTEMAS S.L., ainsi qu'une situation comptable au 31 décembre 2010 de la société I-TEK INVERSIONES Y SISTEMAS S.L., approuvés par la Société et présentés au notaire soussigné.

Les certificats, le bilan et les procurations, après avoir été signés ne varient par les comparants et le notaire instrumentant, resteront annexés au présent acte pour les besoins de l'enregistrement.

En conformité avec les dispositions prévues par la directive 2009/133/CE DU CONSEIL du 19 octobre 2009 concernant le régime fiscal commun applicable aux fusions, scissions, scissions partielles, apports d'actifs et échanges d'actions intéressant des sociétés d'Etats membres différents, ainsi qu'au transfert du siège statutaire d'une SE ou d'une SCE d'un Etat membre à un autre, la présente opération se réfère au régime fiscal spécial prévu par la directive susmentionnée et par conséquent, les démarches nécessaires s'effectueront vis-à-vis des autorités fiscales dans les délais et moyens impartis.

Troisième résolution

Les associés décident ensuite d'échanger les 10.885.524.227 (dix milliards huit cent quatre-vingt-cinq millions cinq cent vingt-quatre mille deux cent vingt-sept) parts sociales représentant le capital social de la Société, d'une valeur nominale de EUR 0,01 (un cent) contre 1.000.000 (un million) de parts sociales sans désignation de valeur nominale.

Les associés procèdent à la répartition des parts sociales sans désignation de valeur nominale au prorata de leur détention actuelle dans la Société, à savoir 250.000 (deux cent cinquante mille) parts sociales à INVERSIONES CAMARMA, S.L., prédésignée et 750.000 (sept cent cinquante mille) parts sociales à INVESTMENT AND TECNOLOGI S.A., prédésignée.

Au vu des résolutions précédentes, les associés décident de délibérer et de voter sur la résolution suivante:

Quatrième résolution

Les associés décident de modifier le premier paragraphe de l'article 6 des statuts pour lui donner désormais la teneur suivante:

«Le capital social est fixé à EUR 108.855.242,27 (cent huit millions huit cent cinquante-cinq mille deux cent quarante-deux Euros et vingt-sept cents) représenté par 1.000.000 (un million) de parts sociales sans désignation de valeur nominale.»

Plus rien n'étant à l'ordre du jour, la séance est levée.

Frais

Le montant des frais, dépenses, rémunérations et charges, sous quelque forme que ce soit, qui incombent à la société à raison des présentes est évalué à environ EUR 6.500,-.

Plus rien n'étant à l'ordre du jour, la séance est levée.

DONT ACTE, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée au mandataire de la partie comparante, celui-ci a signé le présent acte avec le notaire.

Signé: S. WOLTER-SCHIERES et H. HELLINCKX.

Enregistré à Luxembourg A.C., le 4 janvier 2012. Relation: LAC/2012/755. Reçu soixante-quinze euros (75,- EUR).

Le Receveur pd. (signé): C. FRISING.

POUR EXPEDITION CONFORME, délivrée à la société sur demande.

Luxembourg, le 13 février 2012.

Référence de publication: 2012021780/95.

(120028421) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 16 février 2012.

FedEx Luxembourg S. à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2163 Luxembourg, 40, avenue Monterey.

R.C.S. Luxembourg B 152.468.

Statuts coordonnés, suite à de l'assemblée générale extraordinaire reçue par Maître Francis KESSELER, notaire de résidence à Esch/Alzette, en date du 12 décembre 2011 déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Esch/Alzette, le 12 janvier 2012.

Francis KESSELER

NOTAIRE

Référence de publication: 2012022502/13.

(120028771) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 17 février 2012.

OnLive EMEA S.à r.l., Société à responsabilité limitée unipersonnelle.

Siège social: L-3225 Bettembourg, 4, rue Graham Bell.

R.C.S. Luxembourg B 159.818.

Statuts coordonnés déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 16 février 2012.

Référence de publication: 2012022092/10.

(120028345) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 16 février 2012.

Systemberatung S.à r.l., Société à responsabilité limitée unipersonnelle.

Siège social: L-6452 Echternach, 34, rue Kahlenbeerch.

R.C.S. Luxembourg B 146.723.

Statuts coordonnés déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Echternach, le 14 février 2012.

Référence de publication: 2012022170/10.

(120028152) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 16 février 2012.

Alternative Advisers S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2334 Luxembourg, 11, Place Saints Pierre et Paul.

R.C.S. Luxembourg B 139.136.

Statuts coordonnés déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2012022342/9.

(120028754) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 17 février 2012.

Kleck 2 S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-7526 Mersch, 7, allée J.W. Léonard.

R.C.S. Luxembourg B 118.767.

L'an deux mil douze, le neuf janvier.

Par-devant Maître Urbain THOLL, notaire de résidence à Mersch.

Ont comparu:

1. La société à responsabilité limitée IMMOSOLUTIONS SARL, ayant son siège à L-7473 Schoenfels, 4A, rue du Village, inscrite au RCSL sous le numéro B 100.589,

Ici valablement représentée par un de ses gérants, à savoir Monsieur Arsène GOUBER, employé privé, demeurant à Schoenfels,

2. Monsieur Marc TRIERWEILER, employé privé, demeurant à L-7450 Lintgen, 70, route Principale, lesquels comparants, ès qualités qu'ils agissent, ont requis le notaire instrumentaire d'acter ce qui suit:

I. Ils sont les seuls associés de la société à responsabilité limitée «KLECK 2 S. à r.l.», avec siège à L-7526 Mersch, 7, allée J.W. Léonard, inscrite au RCSL sous le numéro B 118.767,

constituée aux termes d'un acte reçu par le notaire Henri HELLINCKX, alors de résidence à Mersch, en date du 26 juillet 2006, publié au Mémorial C numéro 1885 du 7 octobre 2006, et dont les statuts ont été modifiés aux termes d'un acte reçu par ledit notaire HELLINCKX, de résidence à Luxembourg, en date du 25 janvier 2007, publié au Mémorial C numéro 945 du 22 mai 2007.

II. Le capital social est fixé à TRENTE MILLE (30.000,-) EUROS, représenté par CENT (100) parts sociales d'une valeur nominale de TROIS CENTS (300,-) EUROS chacune entièrement souscrites et libérées comme suit:

- La société IMMOSOLUTIONS SARL: cinquante et une parts,

- Monsieur Marc TRIERWEILER: quarante-neuf parts.

Les comparants, représentant l'intégralité du capital social et se considérant dûment convoqués, ont pris les résolutions suivantes à l'unanimité:

Première résolution

L'assemblée décide la dissolution de la société et prononce sa mise en liquidation.

Deuxième résolution

L'assemblée nomme comme liquidateur Monsieur Marc TRIERWEILER, préqualifié.

Le liquidateur aura les pouvoirs les plus étendus prévus par les articles 144 à 148bis des lois coordonnées sur les sociétés commerciales. Il peut accomplir les actes prévus à l'article 145 sans devoir recourir à l'autorisation de l'assemblée générale dans le cas où elle est requise.

Il peut dispenser le Conservateur des Hypothèques de prendre inscription d'office, renoncer à tous droits réels, privilèges, hypothèques, actions résolutoires, donner mainlevée avec ou sans paiement de toutes inscriptions privilégiées ou hypothécaires, transcriptions, saisies, oppositions ou autres empêchements.

Le liquidateur est dispensé de dresser inventaire et peut s'en référer aux écritures de la société.

Il peut, sous sa responsabilité, pour des opérations spéciales et déterminées, déléguer à un ou plusieurs mandataires telle partie de ses pouvoirs qu'il détermine et pour la durée qu'il fixe.

Déclaration en matière de blanchiment d'argent

Les associés, respectivement leur mandataire, déclarent, en application de la loi du 12 novembre 2004, telle qu'elle a été modifiée par la suite, être les bénéficiaires réels de la société faisant l'objet des présentes et certifient que les fonds/biens/droits ayant servi à la libération du capital social ne proviennent pas, respectivement que la société ne s'est pas livrée à des activités constituant une infraction visée aux articles 506-1 du Code Pénal et 8-1 de la loi modifiée du 19 février 1973 concernant la vente de substances médicamenteuses et la lutte contre la toxicomanie (blanchiment) respectivement d'un acte de terrorisme tel que défini à l'article 135-1 du Code Pénal (financement du terrorisme).

Dont acte, fait et passé à Mersch, en l'étude du notaire instrumentaire, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée aux comparants, connus du notaire par leurs nom, prénom, état et demeure, ils ont signé le présent acte avec le notaire.

Signé: Gouber, Trierweiler, THOLL.

Enregistré à Mersch, le 13 janvier 2012. Relation: MER/2012/112. Reçu soixante-quinze euros (75,00 €).

Le Receveur (signé): A. MULLER.

POUR EXPEDITION CONFORME, délivrée aux fins de la publication au Mémorial C.

Mersch, le 16 février 2012.

Référence de publication: 2012022596/56.

(120028693) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 17 février 2012.

Soga Invest S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-8070 Bertrange, 10B, rue des Mérovingiens.

R.C.S. Luxembourg B 151.413.

Les comptes annuels au 31 décembre 2010 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2012024602/9.

(120031729) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 23 février 2012.
